9e Année. — N. 144. — 25 Janvier 1933. Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

DE LA «PROSPÉRITÉ» A LA CRISE

L'industrie du Bijou
par L. SANCIER

ECOLE ET DEMOCRATIE
par E. DELAUNAY

La Renaissance du Syndicalisme

Il faut reprendre l'effort commun
par M. CHAMBELLAND

En attendant la socialisation...
par R. HAGNAUER

L'unité réalisée chez les mineurs de la Loire
par U. THEVENON

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an...... 40 fr.
EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an...... 50 fr.

Permanence tous les soirs 54, rue du Château d'Eau, de 18 à 19 heures.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE
Crise de l'Etat ou crise de classe? — La poussée vers Pékin. — La censure occulte .... **R. L.**

LE « SOCIALISME » AU POUVOIR

L'INDUSTRIE DU BIJOU. **L. Sancier**

DECRET DE LA COMMUNE

PARMI NOS LETTRES
Le Précis de géographie économique. — Le départ de Jouhaux. — La situation dans l'industrie lourde. — Ils vont vite...

ECOLE ET DEMOCRATIE. **E. Delaunay**

EVOLUTION ET REVOLUTION **J.-B. Jacquet**
Deux critiques **P. Turpin**

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME
Il faut reprendre l'effort commun .... **M. Chambelland**
En attendant la socialisation .... **R. Hagnauer**
L'unité est réalisée .... **U. Thévenon**
L'affaire Jacquet. — Notes au jour le jour.

PHALANGE D'HONNEUR DU « CRI DU PEUPLE ». **M. Chambelland**

A TRAVERS LES LIVRES
Mussolini en chemise .... **J. M.**

ENTRE NOUS

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Crise de l'Etat ou crise de classe ?

L'Etat a perdu toute autorité, clament les vieux de la vieille, en voyant cette chose passablement insolite en effet : un ministre des finances demandant aux syndicats de fonctionnaires et organisations d'anciens combattants leur avis sur les projets financiers qui les concernent, avant même d'avoir communiqué ceux-ci au Parlement, « instance suprême de l'Etat », « seul représentant autorisé de la Nation » !

La « crise de l'Etat » est apparue, cette fois, en pleine lumière. L'Etat a abandonné sa fonction — celle tout au moins que la théorie démocratique lui attribue — d'arbitre souverain entre les intérêts particuliers, de seul représentant de l'intérêt dit « général » — pour parlementer et composer avec des organisations représentatives d'intérêts particuliers.

Par un retour extraordinaire des choses, l'Etat, l'Etat moderne, l'Etat républicain et démocratique, qui s'était constitué sur la base de la « Nation », de l'Etat au-dessus de tout, et qui, pour être bien sûr qu'aucune autre autorité ne s'élèverait pour lui faire échec, avait interdit par la fameuse loi le Chapelier, toute association de quelque nature qu'elle soit — cet Etat, tout en se prétendant le même, tout en continuant à s'affirmer fondé sur les « immortels principes de 89 », tout en ne reconnaissant théoriquement que la « souveraineté du peuple » réuni dans ses comices électoraux — aboutit aujourd'hui, presqu'officiellement, à une pratique absolument contraire. O cours inévitable de la dialectique !

La chose est d'importance et mérite d'être examinée de près.

Est-ce vraiment une crise de l'Etat ? De l'Etat considéré comme un organisme à part, distinct, subissant une crise en vertu de ses tares propres, tares dont une réforme « constitutionnelle » ou « administrative » pourrait le débarrasser ?

Il est manifeste que non.

Nous autres révolutionnaires qui ne sommes point dupes des fictions démocratiques, nous savons que l'Etat, même le plus « républicain » et le plus « démocrate » des Etats, n'est ni l'émanation, ni le représentant de la « Nation », mais seulement l'émanation et le représentant de la classe dominante, de la classe qui commande et dirige la vie économique, c'est-à-dire, à notre époque, la bourgeoisie capitaliste.

Et quand nous constatons, comme aujourd'hui, que l'Etat ne peut plus imposer sa volonté, ou, tout au moins, hésite à l'imposer, il nous faut en conclure que c'est la classe bourgeoise elle-même qui ne peut plus imposer sa volonté, ou qui hésite à l'imposer, et cela parce qu'elle a peur de ne pas avoir la force de l'imposer.

Un Etat est fort, est toujours fort, lorsque la classe qu'il représente est forte. Un Etat n'est faible que lorsque la classe qu'il représente est faible.

La crise de l'Etat ? ce n'est pas autre chose que la crise de la bourgeoisie. La crise d'une bourgeoisie qui n'est plus forte, parce que le prolétariat est devenu fort. « Restaurer l'autorité de l'Etat » ne signifie rien, parce que l'Etat n'a point d'autorité par lui-même, il n'a que celle que possède la classe dont il est le gendarme. Restaurer l'autorité de l'Etat ne pourrait avoir qu'un sens : restaurer l'autorité de la bourgeoisie.

Or le prolétariat est aujourd'hui suffisamment fort pour que la bourgeoisie ne puisse — sauf d'une manière exceptionnelle et momentanée — rétablir son autorité, son autorité absolue, totale, illimitée, comme celle qu'elle possédait autrefois et qu'il est indispensable que possède une classe dirigeante, pour avoir un Etat fort.

S'il y a de plus en plus carence de l'Etat, c'est qu'il y a de plus en plus absence d'une classe réellement dominante : la bourgeoisie ne parvenant plus à dominer, et le prolétariat ne dominant pas encore.

Cette situation n'est pas particulière à la France.

Qu'on regarde de près et l'on verra qu'en Allemagne la situation est analogue. Le « chaos » allemand n'est que le résultat de l'équilibre actuellement existant, en Allemagne comme en France, entre les forces respectives du capitalisme et du prolétariat. Le capitalisme allemand ne parvient plus à se défendre contre le prolétariat organisé et qui travaille, qu'en embauchant à son service le lumpen prolétariat, lumpen qui est à la solde du capitalisme, mais dont celui-ci est en même temps le prisonnier. Aussi Papen, qui a voulu gouverner uniquement pour le compte des classes dirigeantes, n'a pu vivre qu'un matin, et Schleicher a du vite reprendre le balancier de Brüning, balancier qui ne peut être maintenu en équilibre qu'à condition qu'on n'agisse point trop fortement ni en faveur du capital ni en faveur du prolétariat, autrement dit qu'on n'agisse point : là aussi carence de l'Etat.

Et si en Angleterre la bourgeoisie a pu reprendre, pour un temps, les rênes du plein pouvoir, ce n'est que grâce au coup de fouet de la réduction des dettes par la dévalorisation de la livre sterling. Coup de fouet qui ne frappant que la frac-

tion la plus passive de la bourgeoisie, celle des rentiers, apporte des avantages aux fractions agissantes des deux grandes classes en présence, sans soulever de bien redoutables réactions de la part de ceux qu'elle frappe. Mais, comme tous les coups de fouet, la réduction des dettes est une opération qui ne peut être renouvelée qu'à très longs intervalles, sous peine d'entraîner un mal pire que ses avantages : la disparition complète de l'épargne et des prêts, la fin de l'accumulation et la mort du crédit.

Ainsi, dans tous les grands pays européens, prolétariat et bourgeoisie sont maintenant de force à peu près égale. Mais cela ne signifie point que le prolétariat a dès maintenant partie gagnée. S'il est dès aujourd'hui assez fort pour empêcher plus ou moins la bourgeoisie de gouverner, pour paralyser le fonctionnement de l'Etat bourgeois, cela ne signifie pas qu'il soit le pouvoir. Pour l'être, il lui faut passer de la défensive à l'offensive ; ne plus se contenter de se défendre contre l'ennemi, mais le détruire. Or passer de la défensive à l'offensive est toujours, dans tous les domaines, une opération très délicate. Il faut se défaire de la mentalité des vaincus ; il faut cesser de suivre, en s'y opposant, la volonté de l'adversaire, pour lui imposer la sienne, et, pour cela.... en avoir une.

Si le passage à l'offensive ne se fait pas, si le prolétariat ne s'empare pas dans un délai assez proche, de la direction de la société, la « crise de l'Etat », l'absence de direction sociale ne pourra que se perpétuer, et avec elle se prolongera la décadence politique et sociale.

Une société n'est capable de progrès que lorsqu'il y existe une classe dirigeante, une classe capable de soumettre l'ensemble de la société aux conditions qui sont celles de son propre développement. S'il n'en est pas ainsi, si, de deux classes antagonistes, aucune ne se trouve capable d'imposer sa volonté à l'autre, c'est la stagnation et le chaos. Comme d'autre part le développement social n'est pas une machine réversible, que l'histoire ne va jamais à reculons, le temps de la domination bourgeoise est bien passé et ne saurait revenir. Il dépend donc du prolétariat uniquement, de son audace et de sa rapidité à se transformer en classe dirigeante, à renverser la bourgeoisie et à se substituer à elle — que notre vingtième siècle soit le Ve ou le XVIe, celui de la fin interminable d'un monde, ou de l'avènement d'un monde nouveau.

La poussée vers Pékin

Depuis le début de la conquête de la Mandchourie par le Japon, nous avons attiré l'attention sur ce point que la Mandchourie n'était qu'un début. Que le Japon ne voulait ni ne pouvait limiter ses conquêtes à cette province, que ce qu'il lui fallait c'était toute la Chine du Nord, la moitié de la Chine, la Chine jusqu'au Fleuve Bleu. Et, lors du débarquement de Shanghaï, nous avions indiqué que celui-ci n'était qu'une vaste et audacieuse tentative d'encerclement de tout le territoire convoité. En débarquant à Shanghaï, les Japonais tentaient en Chine l'opération qui avait réussi aux Français au Maroc : la conquête par les deux bouts ; pousser du Nord en partant de la Mandchourie, et pousser du Sud en partant de Shanghaï, comme la France avait poussé, au Maroc, de l'est en partant de l'Algérie et de l'ouest en partant de Casablanca.

Cet essai s'avéra prématuré. La puissante résistance de la 19e armée chinoise, conjuguée avec la mauvaise humeur des autres puissances devant l'ampleur des ambitions japonaises, obligea les Japonais à rembarquer. L'encerclement était, momentanément, abandonné.

Mais continuant à suivre l'exemple de la France au Maroc qui, lorsqu'elle devait retarder son débarquement au Maroc occidental, redoublait d'activité dans le Maroc oriental, le Japon n'a pas plus tôt été débarassé de ce qui restait d'armées chinoises régulières dans le nord de la Mandchourie, qu'il a repris sa poussée sur la Chine, en partant cette fois exclusivement du nord, la marche vers Tsien Tsin et Pékin par Chang Kai Shuan et le Jéhol.

— Mais à propos, est-ce que nos crânes bourrés commencent à s'apercevoir que le Japon fait la guerre à la Chine, et non à l'U.R.S.S.?

La censure occulte

O peuple souverain ! tu sais tout, tu as pour 5 sous des journaux de 6 pages et davantage, tu as pour rien des dépêches de toutes les parties du monde dans tous les halls de banques et de quotidiens, tu as chez le bistrot, par T.S.F. le récit des événements au fur et à mesure qu'ils se déroulent, tu connais l'essai effectué par telle équipe à l'autre bout du monde, au moment même où il est marqué, et — quand il plait à tes maîtres de te cacher un fait, un fait grave à tous points de vue, tu l'ignores, tout le temps que tes maîtres décident de te le laisser ignorer !

Que deux pochards se soient querellés à cheval sur une frontière, et toute la presse t'en avisera aussitôt en caractères d'affiches, si tes maîtres ont l'intention de se servir de cette querelle pour te faire casser la figure, mais lorsqu'un personnage « de marque » est arrêté dans un pays voisin, qu'il y est emprisonné, gardé au secret et inculpé d'espionnage, tu l'apprends 4 mois après! si telle a été la volonté de tes maîtres !

Aujourd'hui comme hier, la censure règne donc en maîtresse. Souveraine aussi absolue que durant la guerre. Mais plus dangereuse, parce qu'invisible et ignorée : censure occulte.

Tel est le plus important enseignement que nous apporte la révélation qu'on a bien voulu nous faire l'autre jour de l'arrestation en Italie au mois de septembre de M. Eydoux, ingénieur d'un corps de l'Etat, professeur d'enseignement supérieur, directeur des études à l'Ecole Polytechnique !

Mais pourquoi nos maîtres ont-ils jugé utile de nous cacher durant 4 mois cette détention ? Pourquoi ?

Cette intervention de la censure est évidemment à rapprocher de la scandaleuse attitude adoptée à l'égard du fascisme, depuis à peu près la même époque, par nos politiciens, ou plutôt par nos politiciens de « gauche », avec le discours de Herriot à Toulouse, les déclarations de Jouvenel, et tous les articles de Marianne *et autres feuilles à la solde du clan bourgeois de « gauche », dans lesquelles on se roule maintenant littéralement aux pieds de Mussolini.*

Pourquoi ? Qui commande ? Quel est le chef d'orchestre de ce nouveau concert, et dans quel but agit-il?

Il est encore bien difficile de le savoir pour qui n'est pas dans le secret des dieux, mais quelle qu'en soit l'origine c'est une sacrée saloperie...

R. L.

Le "socialisme" au pouvoir

Le discours d'Indalecia Prieto ministre « socialiste » des Travaux Publics contre les revendications des cheminots espagnols

*Nous avons cité dans notre dernier numéro la phrase du correspondant madrilène de l'*Information *déclarant au lendemain de l'interpellation sur les cheminots à la Chambre espagnole qu'*

autour du socialisme gouvernemental le monde des affaires tendait de plus en plus à se grouper.

On comprendra particulièrement bien les raisons du « monde des affaires » quand on aura lu la péroraison du discours de M. Indalecia Prieto, ministre **socialiste** *des Travaux Publics, au cours de cette interpellation, telle que la donne le journal* El Liberal *(l'équivalent de notre* Temps*) dans son compte rendu de la Chambre, et dont on trouvera ci-dessous la traduction.*

Rappelons que les cheminots demandaient simplement que le produit de la majoration de 3 % des tarifs qui avait été établie pour que soient augmentés leurs salaires, serve exclusivement à cela, et que cette majoration et le relèvement des salaires correspondants soient appliqués également sur les réseaux où ils ne l'étaient pas encore.

Indalecia Prieto. — Vous nous accusez de faire ici une politique d'appétits mesquins. Hé bien, en face des appétits des syndicats de Cheminots je dis ici en toute loyauté qu'on ne peut rien leur concéder. *(Applaudissements)*

Quant à la formule de M. Hidalgo je dois dire que les Cheminots me l'ont déjà proposée officiellement. Le Syndicat National voulait que je la présente à la Commission mixte et je n'ai pas voulu suivre cet ordre. Je comprends que les aspirations des cheminots sont justes, mais l'état économique du pays ne permet pas de les satisfaire, et en tant que ministre, je ne pouvais pas donner, sous la menace d'une grève, une telle preuve de faiblesse.

Moi, qui ne suis pas un parfait gardien de l'ordre, je sens le poids de ma responsabilité avec une énergie sereine.

Ces pétitions syndicales, que je connaissais, et sur lesquelles j'avais demandé qu'on garde le secret, vous vous en êtes servi comme plateforme politique.

Ces réclamations exigent 141 millions — Je les crois profondément légitimes, bien que dans les autres pays on procède à des réductions de salaires, mais je suis au regret de ne pouvoir les accepter.

Ce qui arrive c'est que les anarchistes et les syndicalistes croient pouvoir faire tout ce qui leur plaît parce qu'il y a un socialiste aux Travaux Publics, et vous, inconsciemment, vous favorisez leur mouvement.

Hé bien, écoutez-moi : j'ai l'obligation de maintenir l'intégralité du réseau ferroviaire et je suis disposé à accomplir mon devoir sans être gêné par le fait d'être socialiste. Les actes de sabotage ont commencé, et je dis que tout cela va finir dès aujourd'hui. Moi, socialiste, vous entendez bien, soutien de l'ordre social, je dis que tout cela est terminé.

(Applaudissements enthousiastes)

Ils se trompent ! Et vous vous trompez en voulant montrer une contradiction entre mon idéologie et mes actes.

Sans bravades, sans...

(Applaudissements frénétiques)
(On n'entend pas la fin de la phrase)

J'exigerai que les dirigeants des compagnies maintiennent l'ordre. Et celui qui fait de l'agitation, quelle que soit son orientation politique, sera révoqué.

Si la grève des chemins de fer éclate, avec mon parti s'il me suit (cris : oui ! oui !), seul s'il le faut, sacrifiant jusqu'à ma carrière, je défendrai les intérêts de la patrie.

(Grande ovation)

J'ai dit qu'il y avait trop de cheminots. Il faut arriver à en éliminer quelques milliers. Je répète que la campagne de sabotage se poursuit activement. L'ordre public appartient à un autre. Moi je dois maintenir le service ferroviaire. Je veux vous donner la certitude que le fait d'être socialiste ne me rendra ni faible ni poltron. Je crois que le calme reviendra. Si le conflit surgit j'accomplirai mon devoir avec la plus grande rigueur.

(Applaudissements enthousiastes)

DE LA "PROSPÉRITÉ" A LA CRISE

L'Industrie du Bijou

On a beaucoup écrit, au cours de la crise sur l'industrie du bijou ; bien des opinions ont été formulées sur l'utilité du bijou et, par voie de conséquence, sur l'utilité des ouvriers bijoutiers ; on s'est même demandé si, une fois la crise résolue, on referait de la bijouterie.

Notre métier ayant été le premier touché par la crise, on pensa, en général, lorsque nous commençâmes à être mis en chômage, que ça n'avait pas d'importance ; il n'y a que la profession qu'on exerce qui compte, et du moment que celle-ci marche tant bien que mal, tout va bien ! On ne se rendait pas compte que les événements qui déclanchèrent la crise dans l'industrie du Bijou, c'est-à-dire la série de cracks qui se produisit en Amérique à partir d'octobre 1929, auraient un jour leur répercussion dans toutes les corporations et dans tous les pays capitalistes. Aujourd'hui, plus ou moins, chacun est touché ; on ne se demande donc plus quel est le plus utile des métiers, mais lequel reprendra le plus vite de l'activité, et chacun de souhaiter que ce soit le sien !

S'il est exact que c'est la bijouterie qui est la chose la moins utile — ou tout au moins la dernière demandée — il n'en reste pas moins que les ouvriers bijoutiers qui par suite de leur âge n'auront pu s'adapter à une autre profession, resteront, si la bijouterie ne reprend pas, dans la plus misérable des situations, en pleine misère, et au milieu de l'indifférence générale. C'est cela le plus pénible. Quoi qu'en pense Justin Godart — les ouvriers ne mourraient pas s'ils s'arrêtaient de travailler à 50 ans et qu'à cet âge la société leur donne les moyens de vivre. Mais tel n'est pas le cas !

Qu'est ce que le « Bijou » ?

Mais qu'est-ce que comprend donc au juste l'industrie du bijou ?

Les professions qu'elle englobe sont multiples.

Nous dégagerons de suite les *Batteurs d'or* qui préparent l'or métal en poudre et en feuilles aussi minces que le papier à cigarettes selon qu'il est utilisé pour la décoration des flacons ou des boîtes employées dans la parfumerie, la confiserie, etc., ou bien au contraire pour les travaux de reliure, les lettres et autres travaux de large surface.

Les *potiers d'étain* sont des ouvriers qui travaillent l'étain et le plomb ; ils font la fonte et le tournage de ces métaux. Les jouets, coffrets, vases et autres articles bon marché sont fabriqués par ces ouvriers. Egalement les comptoirs de cafés, les plombs pour la pêche, etc.

En ce qui concerne les *bijoutiers* proprement dits, ils se classent en catégories différentes selon l'objet pour lequel ils sont spécialisés : boucles d'oreilles, bracelets, bagues, broches, épingles, colliers, médailles, boîtes, etc. ; ils se distinguent aussi selon le métal qu'ils travaillent : platine, or, argent, cuivre, galalith, etc.

Les *joailliers* donnent aux brillants et aux pierres fines les applications les plus diverses et exécutent surtout les pièces riches : diadèmes, colliers, bracelets, bandaux.

Une fois l'armature terminée par le bijoutier ou le joaillier, les *sertisseurs* fixent les pierres dans les sertissures.

Les *orfèvres* façonnent plus spécialement l'argent et le cuivre (très rarement l'or), surtouts de table, flambeaux, services à thé, à café, couverts et toutes sortes de menus objets.

Nous laisserons aux *horlogers* le soin de fabriquer et réparer montres et pendules; d'autres ouvriers spécialisés font les boîtes nécessaires à celles-ci, boîtes en tous métaux, rondes, ou de formes à la demande : ce sont les *bijoutiers-boîtiers* ; ils ont en général la pratique du tour.

A côté de ces métiers principaux, il en est d'autres pour les apprêts, la décoration et la finition des pièces : *estampeurs, graveurs, ciseleurs, lamineurs, tourneurs-repousseurs, doreurs-argenteurs, émailleurs-polisseurs, guillocheurs*. Les *gainiers* préparent les coffrets et écrins, et aménagent les vitrines en confectionnant les plateaux sur lesquels sont exposés les objets.

Enfin les *diamantaires* façonnent le brillant, et les *lapidaires* les pierres fines : rubis, émeraudes, saphirs...

Quant aux patrons, ils sont nombreux dans toutes les branches. Certains ateliers de bijouterie-joaillerie occupent une centaine d'ouvriers en période de travail normale, mais ils sont rares, la plupart emploient de 10 à 40 ouvriers ; quant aux simples artisans ou façonniers ils sont innombrables.

Le quartier du Marais est le centre de toute la bijouterie, qu'il s'agisse de boîtes petites, moyennes ou grosses. Les quartiers du Palais-Royal et de Cadet rassemblent les ateliers de joaillerie où s'exécutent les pièces riches. A part quelques rares maisons, les fabricants d'orfèvrerie sont eux aussi dans le Marais.

Quelques fabriques de couverts en argent ou en métal argenté : Christofle, Frenais et la Mutuelle des Orfèvres sont à Paris, mais on trouve dans l'Oise, à Ercuis et à Bornel, en Seine-et-Marne, à Mouroux et Coulommiers, d'importantes fabriques qui travaillent l'article de restaurant, dans lequel naturellement le couvert domine.

En ce qui concerne la joaillerie, les gros marchands de la place Vendôme et de la rue de la Paix font fabriquer dans des ateliers créés par eux et pour eux: Cartier, Boucheron, Van Cleef, Lacloche, Marchak ont leurs ateliers, qui, quoique ne portant pas leurs noms, travaillent exclusivement pour eux. Si les ateliers dépendant d'un même marchand étaient rassemblés, ils constitueraient des entreprises importantes ; mais tel n'est pas le cas, car ainsi il est possible au marchand de faire jouer entre ses divers ateliers la concurrence.

Un relevé de l'ensemble des fabricants de Paris appartenant à 18 professions dépendant de l'industrie du

bijou, donnait, en 1923, un total de 3024 maisons. La joaillerie, qui venait en tête, comptait 402 patrons.

Les horlogers ont, à Paris, une situation tout à fait particulière. La fabrication horlogère n'existe pour ainsi dire pas à Paris; il y a sur cette place, comme dans les villes de province, un grand nombre de rhabilleurs, occupés uniquement aux réparations et transformations des mouvements ; on estime leur nombre à 5000 pour la France entière ; ils sont dispersés dans les boutiques ou travaillent chez eux, en chambre.

Pour la fabrication, c'est Besançon et ses usines qui restent le centre : il y a dans cette région 2000 ouvriers horlogers ; on en compte également environ 300 en Seine-inférieure.

Cela fait en chiffres ronds et en tout, 8000 horlogers en France.

La bijouterie compte 15.000 ouvriers et ouvrières dont 6000 à Paris. Les chaînistes ont de fortes maisons en province : Lyon, Saint-Amand (Cher), Saint-Martin de Valamas (Ardèche). La bijouterie dorée a son principal centre à Paris ; Guéret (Creuse), Montignac (Dordogne), Chartres (Eure-et-Loir) ont aussi des fabriques.

La joaillerie occupe 3000 ouvriers (or et platine), à Paris presque exclusivement.

L'orfèvrerie en a 4500 ; le principal centre est Paris et ses environs; Lyon vient ensuite.

Les batteurs d'or sont à Paris au nombre de 200.

Le centre de l'industrie diamantaire et des pierres fines est à Saint-Claude où se trouvent 2000 ouvriers ; 300 environ sont à Paris.

C'est donc un total d'environ 30.000 ouvriers qui sont occupés dans l'industrie du bijou, dans une période sans chômage, en France.

En règle générale, tous les fabricants vendent au détail ; chacun a le magasin où il vend, et la pièce confiée « à condition » est une habitude courante : cette pratique qui date de loin est un des moyens les plus employés et celle qui donne le plus de possibilités de vente.

Son développement après la guerre

Avant-guerre, le chômage, dans notre industrie, était peu connu. Si, il est vrai, la saison d'été voyait toujours se produire un ralentissement, il n'en était pas de même l'hiver, où les 10 heures elles-mêmes étaient méconnues. Combien de dimanches et de veillées à l'atelier !

C'était une habitude contre laquelle il n'y avait guère de réaction. D'ailleurs le syndicat, à la veille de la guerre, ne comptait que quelques dizaines de membres, ce qui permettait aux patrons de prendre leurs aises.

La mobilisation amena la fermeture de tous les ateliers ; par la suite, certains se rouvrirent lorsque le patron avait pu rassembler un personnel de fortune ; vers 1917-1918 une certaine activité se manifestait déjà et la cessation des hostilités vit notre industrie reprendre à plein. Articles modestes ou de grand luxe, on fabriquait de tout ; le bijou cher connut une vogue immense.

Puis 1920 vit la première crise ; elle dura environ deux ans. En janvier 1921, on notait dans la bijouterie or un chômage de 60 %, et dans la joaillerie de 50 % ; l'orfèvrerie argent fut quelque peu touchée, mais celle de cuivre s'étant développée, les ouvriers de l'argent se rabattirent sur le cuivre ; de sorte que dans cette branche, la situation fut étale ainsi que dans le bijou doré.

Puis le tout se redressa, connut quelques heurts vers 1926 (stabilisation du franc), mais sans rien de bien grave, car il était possible à ce moment aux bijoutiers de trouver autre chose à faire que du bijou.

Nous avons dit le développement du bijou cher ; les grosses pièces de joaillerie et boîte or se fabriquèrent en quantité. La principale clientèle était fournie par des américains séjournant en France, ainsi que par les monarques, maharadjahs et autres produits du même genre qui défilent à Paris en toute occasion. C'est ainsi qu'une pièce pleine de difficultés, dont l'exécution demanda plusieurs mois, fut achetée après quelques jours seulement d'exposition dans un magasin de la rue de la Paix, par le ras Taffari, de passage à Paris. Une autre pièce, dont la confection avait demandé un an, et qui devait figurer à l'exposition des Arts décoratifs, fut enlevée, aussitôt terminée, par un client qui la fit encore transformer, car elle n'était pas encore à son goût ! Il y avait aussi les colliers de brillants et d'émeraudes, surtout pour les maharadjahs. S'il fallait retracer ici tout ce que ces gens-là emportèrent de pièces riches ce serait trop long et bien inutile ; ces quelques faits suffisent pour situer le genre de travaux exécutés ainsi que celui de la clientèle.

La crise et ses causes

Lorsque le krack de Wall Street en octobre 1929 fut connu, ce fut le signal de la débâcle pour la clientèle américaine ; tous ces jouisseurs qui menaient à Paris grande vie, venus en première classe sur les paquebots de grand luxe, se ruèrent au retour sur les troisièmes, oubliant d'emporter les commandes passées dans bien des industries et notamment dans le bijou. Coup dur pour les marchands qui gardèrent en magasins (il y en a encore) les pièces achevées, et dans les coffres les objets en cours d'exécution, objets invendables étant donné leur style personnel et leur importance ; une grande partie en fut fondue.

En moins d'un mois les ateliers se vidèrent de moitié *et jamais, depuis, il n'y eut l'ombre d'une reprise* ; le chômage ne cesse de s'accentuer et à ce jour on peut dire que le chômage est quasi-total ; les maisons qui n'ont pas fermé gardent tout juste quelques ouvriers qui viennent à tour de rôle exécuter des réparations ou des pièces sur commande de faible importance; c'est ainsi que, faisant quelques heures de ci de là, il y a encore des ouvriers qui vivent du métier, mais leur nombre est insignifiant.

A Paris il reste à peu près une vingtaine de batteurs d'or, et autant de diamantaires; en estimant à 150 le nombre de joailliers on exagère plutôt; même chiffre pour les orfèvres. En rassemblant toutes les spécialités de la bijouterie proprement dite on n'atteint pas 1.000 ouvriers. Plus du tout de ciseleurs ni de graveurs; quelques dizaines de potiers d'étain. — Et encore tous ces ouvriers chôment partiellement !

Car, en dehors du fait de la disparition de la clientèle étrangère et du renforcement des droits de douanes, il y a aussi ceci que dans la catégorie des pièces courantes un certain stockage avait été fait ; d'autre part, beaucoup de particuliers en difficultés réalisent leurs bijoux, qu'ils vendent parfois même au poids et qu'on affiche comme « occasions » dans les vitrines.

A part pour l'horlogerie, la rationalisation n'a pas jouée un grand rôle dans notre industrie : les pièces uniques, la forme des pierres ne permettent pas à l'outillage moderne de pénétrer efficacement dans l'industrie du bijou et les procédés d'avant-guerre restent toujours en pratique. Les laminoirs à bras et bancs à tirer le fil, la lingotière où se coule le plomb dans lequel on emboutit le métal sur le tas à forger marquent le système de travail en vigueur. Si le patronat pouvait changer ses méthodes de production, il n'y manquerait certainement pas, mais... ça ne lui est pas possible !

Comment on devient "aristocrate"

Malgré leurs efforts, leurs initiatives et leurs luttes, on a toujours eu tendance dans les milieux ouvriers, même chez certains militants, à considérer les bijoutiers comme appartenant à l'« aristocratie ouvrière ». Combien de fois avons-nous lu et entendu ce bobard ! Comme s'il ne suffisait pas déjà de détacher l'employé en faux-col de l'ouvrier en « bleus »! comme si nous n'étions pas suffisamment divisés comme cela ! C'est avec de pareils arguments qu'on arrive à dresser les industries les unes contre les autres. Malgré leur habileté professionnelle et le goût qui est nécessaire pour leurs travaux, les bijoutiers ont-ils été formés à une autre école que celle de tous les travailleurs?

Sacrés bijoutiers, heureux mortels, disait-on ! En 1919,en effet,les bijoutiers n'avaient qu'un salaire horaire de 4 francs, comme dans bien d'autres industries, mais, en 1929, ils en avaient 18. Rien cependant n'était venu de la générosité des patrons ; seules, l'organisation et la lutte avaient réalisé cela; question de force, là comme ailleurs. Et c'est ce qui nous permet encore aujourd'hui, dans la bagarre de la crise, de trouver des salaires horaires de 13 francs et plus.

Non point que tous les travailleurs du bijou en soient là, car il est beaucoup de catégories qui ne démarrent pas des 5 à 6 francs, mais c'est justement celles où il y eut résistance à l'organisation.

Pour obtenir de pareils résultats, il ne fallait pas craindre la révocation ; aussi l'habitude était prise de ne plus emporter son sac à outils chez soi, il était en permanence sous l'établi, prêt à repartir vers une place plus heureuse. Si c'est être « privilégié » dans la classe ouvrière que de posséder un tel état d'esprit, mettons que nous sommes des privilégiés, mais drôle de privilège !

La réduction de la journée de travail

La première des revendications fut la diminution des heures de travail. Dès la cessation des hostilités, profitant de la poussée de travail d'alors ainsi que du manque de main-d'œuvre, nous enlevions la semaine anglaise : 54 heures payées 60 ; cela nous permit ensuite, sans trop de heurts, de faire appliquer les 48 heures sans changement de salaires, dès le vote de la loi des 8 heures. D'ailleurs, afin de pouvoir se procurer de la main-d'œuvre certains patrons avaient appliqué les 48 heures dès le moment où nous imposâmes les 54, ce qui nous servit d'argument pour faire appliquer ensuite partout les 48.

Pour maintenir les 48 heures il était nécessaire de parler d'une semaine moindre ; aussi, dès que 1921 fit sentir la première crise, nous lançâmes l'idée des 44 heures ; l'essai fut fait dans la joaillerie, mais ne fut pas très heureux. Plus facilement, nous obtînmes la diminution du temps de travail dans les ateliers où les commandes manquaient ; malgré eux les ouvriers furent amenés à réduire leurs journées et ceux qui avaient fait la grimace sur la semaine de 44 heures furent bien heureux d'en faire seulement 35 et même moins. Il y eut, spontanément, de belles manifestations de solidarité qui enrayèrent des renvois massifs ; le syndicat en tira un bénéfice moral et démontra à ceux qui n'avaient pas compris qu'il avait eu raison quand il avait proposé les 44 heures, et plus tard les 40 heures.

L'échelle mobile

D'autre part, à cette même époque, du fait de la hausse continuelle du prix de la vie, l'idée de l'application de l'échelle mobile faisait son chemin et il n'était pas de réunions où cette idée ne fut développée, car (cette question étant en somme assez compliquée) il était nécessaire, pour qu'elle fut comprise de tous que la propagande en soit commencée à temps. 1926 vit le commencement de son application au mois de mars ; en juillet, plus de 200 maisons étaient amenées à composition ; dès ce moment, le succès était assuré. Ceci ne se fit cependant pas sans bataille, car il eut été mauvais de faire appliquer cette amélioration avant que les salaires de base fussent mis au point ; aussi les camarades durent sortir bien des fois des ateliers pour obtenir le redressement de ceux des salaires qui étaient restés en retard.

Les patrons voulaient appliquer une échelle mobile où les augmentations et réductions seraient proportionnelles aux salaires, ce qui était défavorable aux bas salaires. Nous obtînmes une augmentation uniforme pour tous, jeunes ouvriers et femmes comprises, quel que fut le salaire de base: à chaque montée de 25 points de l'indice mensuel des 13 denrées de la statistique officielle il devait y avoir 0 fr. 50 d'augmentation par heure.

Puis nous cherchâmes à diminuer ce chiffre de 25 points pendant lesquels le salaire restait immobile ; l'indice ayant baissé rapidement vers la fin de 1926, et le travail ne manquant pas, les patrons acceptèrent de ramener, après une nouvelle lutte, le chiffre à 5 points : à chaque 5 points de différence dans l'indice il y avait désormais 0 fr. 10 d'augmentation ou de baisse.

Les vacances payées

Puis vint la question des vacances payées, qui fut soulevée dès que le succès de l'échelle mobile fut assuré. Profitant d'une saison de travail, la revendication fut posée, et dès qu'elle fut acceptée par quelques patrons, la tache d'huile s'élargit. En règle générale, dans la joaillerie et bijouterie or deux semaines de vacances furent payées après un an de présence ; dans d'autres spécialités les patrons ne lâchèrent que 8 jours, mais nous allions vers une application générale lorsque survint la crise de 1929.

Les moyens d'action

Par quels moyens avons-nous obtenu tout cela ? Durant cette période, entre 1920 et 1929, nous avons connu deux crises, celles de 1921 et de 1926, qui paralysèrent quelque peu l'action ; durant ces crises la ré-

duction des heures de travail pour enrayer le chômage et le passage dans d'autres métiers des camarades chômeurs furent les méthodes préconisées par le syndicat et qui furent suivies dans une large mesure.

En dehors de ces deux moments de crise les grèves qui eurent lieu soit pour augmentation de salaires, soit contre les renvois d'ouvriers, pour renvoi de chefs indésirables, application de l'échelle mobile avec réajustement des salaires de base au niveau des maisons ayant les tarifs les plus élevés, et enfin pour les vacances payées, furent au nombre de 3 pour la ciselure, 1 pour les graveurs sur acier, 18 pour l'orfèvrerie argent ou métal, 2 dans le bijou doré, 12 dans la joaillerie, 8 dans la boîte or, 1 dans le bijou or, 4 dans la poterie d'étain, 1 dans le bijou argent, 2 chez les gainiers, 4 chez les horlogers, 2 chez les batteurs d'or et 2 chez les estampeurs. Soit 60 grèves en dix ans, rien que pour Paris.

L'une des grèves de ciseleurs entraînait un lock-out dans quatre maisons et se terminait par un succès, *après trois mois de lutte.*

A part une demi-douzaine d'échecs, ces mouvements eurent tous des résultats ; et même certains échecs amenèrent par la suite des satisfactions appréciables, dépassant parfois la revendication posée ; c'est ainsi que la grève du « Bijou Fix » Savart amenait la direction, malgré l'échec du mouvement, à augmenter les salaires quelques mois après de 20 % ; «*ceci est donné*» dirent les directeurs, « *sans être demandé par le syndicat ouvrier* ».

Ne sont pas comptés comme grèves, les mouvements où, à la suite d'un refus du patron, les ouvriers firent leurs huit jours et partirent; mouvements qui toujours amenaient ensuite la mise à l'interdit des maisons visées.

Ne sont pas compris non plus ni le 1er mai annuel, ni les grèves contre la guerre du Maroc, ou en faveur de Sacco-Vanzetti, ni celle de 24 heures pour appuyer nos camarades métallurgistes du Havre ; cependant toutes ces manifestations, bien entendu, furent suivies de représailles mais nous n'avons tenu compte dans la statistique précédente que des grèves se rapportant aux revendications immédiates.

Quelles furent les mesures d'organisation prises pour assurer le succès de ces mouvements ?

L'essentiel était d'avoir un délégué sérieux par atelier ; lorsque celui-ci existait le recrutement se mettait en marche automatiquement ; le délégué devient alors le collecteur des cotisations syndicales et il est le trait d'union entre le syndicat dont il représente l'esprit et les ouvriers dont il connaît les sentiments. Il s'agit d'accorder ceci avec cela, et il faut convenir que le délégué doit être un militant éprouvé.

L'arme principale du délégué était le barême établi par spécialités et qui indiquait la situation de chaque maison quant au nombre d'ouvriers employés, les salaires maximum et minimum et autres avantages ou conditions particulières de la maison ; grâce à ce barême on tenait toujours les camarades au courant de ce qui se faisait dans les autres boîtes et on suscitait ainsi chez eux des initiatives tendant à obtenir autant et même plus que dans les maisons similaires.

Ne pas multiplier les réunions pour le plaisir, mais ne pas manquer d'en convoquer chaque fois que cela est nécessaire et mettre à chaque occasion les camarades devant leurs responsabilités ; ainsi on peut être certain à l'avance d'un résultat favorable, lorsqu'on voit le mouvement décidé avec conviction.

Mais cette conviction ne suffit pas si elle n'est pas épaulée par une solidarité effective et non point une solidarité seulement morale comme nous le voyons dans la plupart des cas, qui se résume dans le vote d'un ordre du jour ou l'envoi d'un salut fraternel aux « camarades en lutte » !

Même appuyés de quelques souscriptions, de tels gestes ne donnent pas aux grévistes l'assurance qui leur est nécessaire pour battre le patronat ; ce qu'il leur faut c'est l'appui financier assuré de l'organisation à laquelle ils appartiennent et des ouvriers de leur corporation restés au travail. Si chez nous le patronat fut battu tant de fois, c'est parce que les grévistes y étaient efficacement soutenus. Pour obtenir le succès, il faut savoir y mettre le prix. Ce n'est jamais de l'argent perdu. Le syndicat y gagne la confiance des travailleurs, qui, constatant son travail d'organisation et sa suite dans l'effort, le prennent au sérieux.

Pas d'organisation de la solidarité avant une grève : pas de chance de succès! Pensera-t-on à cela sérieusement un jour ? Et si on y pense, pourquoi se contente-t-on d'y penser ? Ah ! oui, pourquoi ? Mais il s'agit bien de cela depuis Bordeaux !

La caisse de secours aux chômeurs, constituée un peu tardivement, rendit néanmoins d'excellents services ; son fonctionnement qui dura deux ans permit d'en tirer des enseignements qui nous serviront peut-être un jour.

On peut dire que, à de rares exceptions près, tous les ouvriers et ouvrières de nos métiers connaissent le syndicat ; tout le monde à peu près y a adhéré au cours des dix dernières années ; la moyenne des adhérents, jusqu'à la crise de 1929, fut de 1500.

Syndicat unique

Il ne faut pas perdre de vue que si nous avons pu organiser la lutte et obtenir des résultats, c'est du fait qu'il n'existe qu'un seul syndicat de notre corporation dans la région parisienne. Il ne peut venir de mots d'ordre contraires à ceux du syndicat que de la part d'inorganisés ; or il n'est guère possible que des initiatives d'action soient prises par des inorganisés, car, en général, si on ignore l'organisation c'est pour ne pas prendre ses responsabilités. D'ailleurs, l'appel venant d'en haut, qui il y a quelques années, leur était adressé, n'eut pas de suite, il est tombé tout seul. Comment d'ailleurs concevoir les inorganisés désignant des délégués à des assemblées pour y défendre un point de vue syndical ! Mais que n'a-t-on pas vu !...

Si le syndicat n'est pas unique, chacun veut dans tout mouvement tirer le maximum d'avantages pour son syndicat, on veut avoir l'air d'être plus en avant que son voisin, on se réjouit des échecs de celui-ci, etc., etc. ; pendant ce temps, les ouvriers dispersés, ne comprenant pas ce qui se passe ni les visées de chaque direction (directions presque toujours d'ailleurs « extra-syndicales ») en arrivent à se dégoûter ; aucun avantage ne venant de l'organisation, les ouvrierrs la délaissent, et le jour où l'on se trouve devant des événements graves, on ne sait plus comment s'y prendre pour alerter le prolétariat. Il faut donc laisser la classe

ouvrière au syndicalisme. Après tant de subordination de droite ou de gauche, les politiciens ont fait la preuve de leur incompréhension, les essais ont anéanti les «cobayes ». Tant que le syndicalisme n'aura pas retrouvé sa voie, il n'y aura rien à espérer.

De "l'aristocratie" à la voiture à bras

Depuis la crise, les patrons ont joué de tout pour réduire le plus possible les avantages acquis au cours de ces dix dernières années. Echelle mobile, vacances payées ont été grignotées autant qu'il a été possible ; la tactique employée, en général, fut le licenciement complet des ouvriers, puis l'embauche de ci, de là, de quelques rares ouvriers auxquels il était posé de nouvelles conditions. Les bas salaires facilitaient la vente, disait-on !

Un abaissement du salaire peut-il rendre possible une reprise de la vente dans la bijouterie? Non; car ce sont des articles sur lesquels la clientèle ne discute guère, ou si peu que cela n'entre pas en ligne de compte; en tout cas, là où un client serait en droit de protester, c'est sur la majoration souvent scandaleuse opérée sur les articles vendus « à la tête ». Mais le patronat se souvient de l'activité et de la force de l'organisation dans le passé et il éprouve le besoin de faire sentir à nouveau qu'il tient toujours les ateliers et le coffre-fort. Son désir de s'affirmer comme le maître l'emporte sur le raisonnement, et ce n'est pas quand un Mauboussin supprimera les vacances de ses apprentis ou bien le salaire du « pont » du 14 juillet, que les clients feront la queue à la porte de son magasin !

Le ridicule des tentatives de « renflouement »

Il y a un an, une suggestion fut apportée à la tribune du Conseil municipal de Paris. On fit à la session de mars la proposition de voter un programme de travaux, pour les industries d'art, dont l'ensemble coûterait 40 millions. C'était une somme dérisoire ; malgré cela, elle vient d'être réduite à 10 millions. Or si on tient compte qu'une dizaine d'industries peuvent être intéressées dans cette affaire, on se rend compte de l'importance de la plaisanterie ! On avait sans doute pensé que ce vent de générosité serait d'un bon effet à la veille des élections législatives, mais aujourd'hui que la farce est jouée, il ne s'agit plus de sauver la main-d'œuvre des métiers d'art !

La grande question qui se pose est celle-ci: Que sont devenus les travailleurs du bijou ?

La mort de l'apprentissage

En ce qui concerne les apprentis, le temps a fait son œuvre ; bon nombre de parents, ignorant le métier, avaient placé leurs enfants dans des maisons qui avaient su poser des affiches aux bons endroits; on entendit même des conférences par T.S.F. prônant l'apprentissage dans le bijou.

Mais tout cela s'est tassé. Le syndicat ouvrier a dès l'origine combattu l'apprentissage tandis que le syndicat patronal l'encourageait. Mais que peuvent faire des enfants dans des ateliers où il y a si peu de travail et si peu d'ouvriers ? On y liquidait les garçons de courses à 250 francs la semaine et on les remplaçait par les apprentis qui, en dehors de cela, faisaient tout juste quelques menus travaux sous l'œil indifférent du patron ou du contremaître. Les parents s'indignèrent et retirèrent leurs enfants quand on ne les mit pas à la porte avant. L'apprentissage mourut de lui-même.

Le *Populaire* du 24 août dernier, nous disait par la plume de P. Faure que les patrons avaient scrupule à pousser des jeunes gens dans une voie que beaucoup d'entre eux estiment sans issue et que c'était pour cette raison que l'Ecole professionnelle de la bijouterie était fermée. Nous pensons, quant à nous, que si l'école est fermée c'est simplement parce que le recrutement en était nul, car il serait assez bizarre que le patronat, après avoir battu le rappel en faveur de l'apprentissage, à une époque où cependant il ne pouvait plus avoir aucune illusion sur la situation, se décide à fermer l'école par « scrupule ».

L'exode

Pour les ouvriers, le syndicat avait, dès le début, pris position en conseillant aux camarades de quitter le métier et de chercher ailleurs la bouchée de pain quotidienne ; ce faisant, nous facilitions la défensive des camarades restant à l'atelier ; car rien n'est plus déprimant pour celui qui travaille, que de savoir qu'il défile au bureau du patron tout ce que la place possède de chômeurs. Cette tactique a eu de gros résultats, comme on a pu le voir par les salaires que nous avons indiqués comme étant payés encore à ce jour dans certaines spécialités.

La presque totalité des ouvriers bijoutiers sont aujourd'hui hors de leur métier ; ils se sont lancés dans d'autres professions ; touchés les premiers par la crise et ayant vite compris la situation, ils n'ont pas attendu que les clients reviennent aux magasins. Les uns ont pris la pioche, d'autres la voiture à bras ; il en est qui sont entrés dans les administrations ; on en connait dans la plomberie, la métallurgie, le bâtiment ; certains, déjà âgés, ont vu leurs forces les trahir : lorsqu'ils ont dû se mettre à faire des travaux de force, ils en sont morts.

Parfois, les camarades ne trouvèrent pas dans leur nouveau métier, sur les chantiers ou dans les ateliers, l'accueil qu'ils auraient dû rencontrer ; ils ont parfois rencontré plutôt celui qu'un délégué développait dans un Congrès régional récent: « La charpente en fer aux charpentiers en fer » ; cet esprit ne peut pas mourir du jour au lendemain, mais, à la longue, la liaison se fait et quand le travailleur se rend compte que le nouveau venu n'est pas un faux-frère, tout s'arrange.

Vigilance et front unique

Bien entendu les effectifs de notre syndicat ont subi une baisse sensible ; on ne saurait faire un reproche à des camarades partis dans d'autres métiers, ou en province ou à l'étranger, d'avoir délaissé le syndicat, mais nous avons suffisamment semé dans le passé pour savoir que la graine ne sera pas perdue. La correspondance, les visites qui nous sont faites, par ceux qui ne sont pas organisés chez nous aujourd'hui, montrent que notre influence se conserve : les quelques militants restés dans les ateliers demeurent fidèles à l'organisation ; tout cela prouve qu'au cas d'une reprise, si légère soit-elle, la bataille contre le patronat reprendra avec une

vigueur renouvelée. Et elle sera d'autant plus vigoureuse que les patrons se sont montrés plus impitoyables pendant la crise. S'il a fallu à quelques-uns d'entre nous courber l'échine pour laisser passer le vent des mauvais jours, nous saurons nous redresser dès que la tempête sera passée.

Le travail du moment est de conserver à tout prix la liaison avec le plus grand nombre possible des anciens militants et de surveiller les faits et gestes de chaque patron. Vigilance!

Des camarades disent que notre industrie est finie, mais si on cause, dans les environs de Clermont-Ferrand, les ouvriers de Michelin disent aussi que là, c'est fini. Les travailleurs de l'ameublement, les employés de magasin, de banque, disent les mêmes choses ; les camarades du bâtiment font entendre le même son de cloche.

Le prolétariat, devant une pareille situation, doit donc lutter par tous les moyens contre la seule branche active de la production actuellement, celle qui prépare la guerre, et tous les efforts dirigés contre elle doivent être encouragés, d'où qu'ils viennent. Nous nous mêlerons à ces efforts, mais l'idée n'aura de plein effet que si la classe ouvrière sait trouver, à chaque fois qu'il le faudra, son unité d'action. Les militants, du plus en vue au plus modeste, doivent réfléchir à cela, et criminels seraient ceux qui, par maladresse ou par manœuvres, entraveraient la réalisation d'un sincère front unique qui ne sera pas réalisé sur tout un programme, mais sur des points bien déterminés. Le prétexte de la crainte des injures et l'esprit de la volaille à plumer doivent disparaître ; c'est à ce prix que les ouvriers reprendront confiance et pourront penser à se défendre contre leurs ennemis, se défendre d'abord et les vaincre ensuite.

Le reste n'est que phrases et discours stériles.

L. SANCIER.

Comment la Commune résolut la question des traitements

LA COMMUNE DE PARIS,

Considérant :

Que jusqu'à ce jour, les emplois supérieurs des services publics, par les appointements élevés qui leur ont été distribués, ont été recherchés et accordés comme places de faveur ;

Considérant :

Que dans une République réellement démocratique, il ne peut y avoir ni sinécure ni exagération de traitements ;

DECRETE :

Article unique. — Le maximum de traitement des employés aux divers services communaux est fixé à six mille francs par an.

Hôtel-de-Ville, 2 avril 1871.

Parmi nos Lettres

Le Précis de géographie économique de Horrabin

Plusieurs camarades nous ont déjà écrit pour nous demander des indications sur la manière dont ils pourraient se procurer le *précis de géographie économique* dont Péra a rendu compte dans notre dernier numéro.

Pour ceux qui lisent l'anglais, ils peuvent demander le volume à l'adresse indiquée en tête du compte rendu, en envoyant 2 shillings 6, prix du livre. Pour les autres, précisons que Péra est en train d'achever la traduction du volume, et que nous pourrons sans doute indiquer prochainement où et quand paraîtra cette traduction.

Le départ de Jouhaux

Un camarade confédéré, de province, nous écrit:

Savez-vous qu'il serait question — dans les coulisses — du départ de Jouhaux de la C.G.T.? J'ai appris ça par B... C'est très possible. Personne n'ose plus défendre la S.D.N.; on sent la politique de la présence chanceler et s'effondrer.

Je crois que cette année marquera un fort redressement. C'est tout ce qu'il y a de mieux, et la motion de Japy apparaît maintenant comme la meilleure conquête que nous ayons eue; elle a ébranlé la politique personnelle de Jouhaux et a marqué le point de départ de la faillite de celle-ci.

La situation dans l'industrie lourde

D'une lettre d'un camarade de Meurthe-et-Moselle :

Ici la situation économique n'est pas brillante, les salaires ont diminué de 50 %, les ouvriers qui gagnent 600 fr. par mois sont des favorisés; il y a des ménages de 4, 5 et 6 enfants et dont le père gagne 200 fr. par quinzaine, alors que la vie coûte ici toujours cher.

Les effectifs dans les usines ont baissé de moitié et l'on peut dire à présent que même si les affaires reprenaient le personnel des usines resterait aussi réduit, vu le développement apporté dans le machinisme. Seulement, ici l'on ne voit pas beaucoup de chômeurs; la grande partie des étrangers ont regagné leur pays et les autres travaillent aux travaux de fortification comme des forçats.

La situation au Luxembourg est encore plus mauvaise: à Esch, dernièrement, des commerçants ont été à la mairie pour se faire inscrire aux soupes populaires.

Ils vont vite...

Un camarade nous écrit :

Il y avait autrefois à Moscou un communiste français, un pur des purs en cagotisme. Il chuchotait aux sommets staliniens que les gens de l'ambassade étaient des types louches car ils confiaient des traductions à faire à Souvarine. De député communiste il devint S.F.I.O. et, de candidat blackboulé aux dernières élections, percepteur hors classe !

C'est le dénommé Piquemal, commis des postes de son métier.

Un de plus ! Et ça ne sera pas le dernier, car comme le disait une chanson anarchiste :

Mettre une bonne poire dans des gâtées,
C'est un sale truc pour la garder !

Faites-nous des abonnés

Evolution et Révolution

DEUX CRITIQUES

En biologie la discontinuité existe mais il faut rester sur le terrain social

La lettre de mon vieil ami Fontaine (1) pose d'intéressants problèmes auxquels nous devons prêter attention, quand ce ne serait que pour mieux nous assurer mutuellement dans nos convictions socialistes et syndicalistes.Au point de vue des faits, *la nature naturelle* (comme disait le père Sorel qui l'opposait à la nature artificielle créée par l'industrie et la physique mathématique) est constamment en voie de devenir. L. Cuénot — qui vient de publier un livre énorme snr le transformisme — écrivait en 1928 :

La doctrine de l'évolution qui admet que toutes les formes vivantes passées et actuelles sont reliées entre elles par des liens de parenté, et que les espèces nouvelles sortent des anciennes par l'action de lois naturelles, toujours les mêmes et toujours en action depuis l'apparition de la vie sur notre globe est plus solide que jamais, et on peut dire que c'est une acquisition définitive du patrimoine intellectuel de l'humanité.

Et il ajoutait:

Si l'on exige une vérification extrinsèque [du transformisme] on la trouve avec une exactitude parfaite et autant de fois qu'on peut le désirer dans les enseignements de la paléontologie: constamment les formes qu'une étude approfondie de leur structure désigne comme archaïques ou primitives apparaissent dans le temps avant celles qui ne peuvent être que dérivés ou spécialisées. Il y a eu des Reptiles avant les Mammifères et les Oiseaux, des Archœopteryx avant les vrais Oiseaux.

Mais la variation héréditaire, qui est indéniable, ne s'opère pas comme le voulaient Lamarck et Darwin. Une sorte de plan incliné, d'après eux, conduisait de la base au sommet les formations évolutives. Or une image contraire s'impose aujourd'hui : celle d'un escalier

ayant tantôt de très hautes marches, tantôt de très petites marches aussi petites que l'on voudra, mais tout de même des marches.

Entre la souris noire comme une taupe et la souris blanche, on trouvera tous les intermédiaires, toutes les panachures de la robe. On pourra dire à volonté que la variation a passé par tous ces intermédiaires par voie de pâlissement ou de noircissement. Mais ce plan incliné qui va du noir au blanc est dans notre esprit épris de continuité mais non dans la nature :

Il y a discontinuité presque toujours considérable (sans cela on ne s'en apercevrait pas) entre le type et le mutant; de la souris grise à yeux noirs est sortie un jour la souris blanche à yeux rouges, une autre fois une souris parfaitement noire, une autre fois une souris complètement jaune et il n'y a pas d'intermédiaires plus ou moins foncés ou plus ou moins fauves.

Etienne Rabaud, déterministe rigoureux, est plus radical encore.

...Dès lors, les faits se rétablissent de la manière suivante : sous l'influence des excitants externes, un organisme est amené à vivre dans des conditions nouvelles: Si elles sont mauvaises, il disparaît; si elles sont bonnes ou passables, il survit. En tout cas l'ensemble des conditions influe sur sa nutrition, par suite sur sa constitution; les changements ainsi subis se répercutent sur la constitution de ses descendants. Des modifications morphologiques pourront s'en suivre qui apparaîtront chez ses descendants au cours de leur développement. Ces modifications seront forcément quelconques par rapport au nouveau milieu; elles ne concorderont avec lui que dans la mesure où elles ne mettront pas d'obstacle à l'existence; les organes fonctionnent comme ils peuvent et souvent l'être qui survit se trouve aux confins du pire... Les variations qui se produisent au cours du développement embryonnaire ne se produisent pas obligatoirement suivant le mode transitionnel que nous imaginons. Quiconque a suivi d'un peu près les processus tératologiques (2) sait bien que les modifications de la nutrition générale se traduisent par l'apparition de formes héréditaires *qui tranchent souvent nettement avec les formes des parents immédiats. Entre un mammifère sans tibia ou sans péroné, par exemple, et un mammifère possédant les deux os de la jambe nous chercherions vainement une transition. Il reste définitivement acquis que les êtres vivants se transforment les uns dans les autres en fonction des échanges qui s'établissent avec le milieu. Les transformations s'enchaînent sans lien toujours apparent et sans suivre aucune voie préalable* (3).

*
* *

Que retenir de tout ceci? A mon sens, peu de chose du moment que l'homme (si déterministe que l'on soit) se pose le problème de la conduite. Il y a déjà beaucoup d'incertitude dans les transformations biologiques ; l'intelligence, qui divise l'être, qui le fait s'observer et observer les autres, au lieu de suivre le flux du devenir, introduit dans le problème de nouveaux éléments d'aléa.

Evolution ou révolution? La question est cruciale, mais il faut répondre en se plaçant sur le terrain des faits sociaux. De même que l'on voit, comme le dit si bien Trotsky, l'inertie historique des travailleurs italiens permettre « à l'état fasciste de maintenir le prolétariat dans un état d'éparpillement et d'impuissance» on pourrait peut-être voir telle ou telle bourgeoisie désespérer d'elle-même et capituler sans combat. Le mouvement de bigotisme qui pousse tant de jeunes richards à entrer dans les ordres religieux contemplatifs est une demi-capitulation dans le sens que j'indique. « O ne pas voir ces affreux troubles sociaux ! », me disait un jour une petite bourgeoise qui songeait à se faire dominicaine.

Mais il existe des prolétaires qui ne veulent pas mourir et des bourgeois qui, malgré leur mauvaise conscience, ne veulent pas renoncer à leurs profits. Entre les deux classes il ne peut plus y avoir que lutte,

(1) Voir la *R. P.* du 25 décembre 32.

(2) *Tératologie:* production des monstres.

(3) Les lignes que je cite sont de 1932. Elles marquent donc le dernier état de la science.

lutte à fond, pour la direction de la société. Le temps est fini du développement légal du prolétariat et de la domination normale de la bourgeoisie démocratique, libérale et parlementaire.

La dégénérescence du capitalisme, dit Trotsky, *signifie une putréfaction sociale et culturelle. La voie est fermée à une différenciation méthodique de la nation, à la croissance du prolétariat au prix de l'amoindrissement des classes moyennes. Le maintien ultérieur de la crise ne peut signifier que paupérisation de la petite bourgeoisie et dégénérescence vers le lumpen prolétariat de couches toujours plus grandes de la classe ouvrière.*

Contre cette putréfaction sociale et culturelle, le prolétariat se dresse, se révolte en s'appuyant sur les institutions originales qu'il s'est créés. Il cherche à s'unir. La bourgeoisie est obligée alors pour se maintenir au pouvoir de réprimer avec fureur et clairvoyance. Pour empêcher « la cristallisation indépendante du prolétariat », elle emploie ses bandes de déclassés, sa faune d'homme perdus de dettes et de crimes, ses aventuriers sans scrupules qui détruisent les organisations ouvrières. La lutte révolutionnaire dans de telles conditions ne peut être évitée. Et c'est l'engager avec le maximum de chances que de lui donner comme but un changement de régime. L'ouvrier le plus réformiste peu s'élever à la grandeur révolutionnaire si ses camarades réussissent à le persuader que seule la classe ouvrière est capable de sauver la civilisation en péril.

Que l'inévitable lutte révolutionnaire commence par de simples questions de gros sous, rien de mieux, rien de plus naturel même, parce que toutes les couches prolétariennes n'ont pas le même degré de conscience. Que dans les services administratifs on affronte la bureaucratie à propos d'un papier à remplir ou à laisser choir, rien de mieux encore. Mais il reste qu'il faut se préparer à la bataille générale « par le développement, l'extension et l'exaspération des batailles partielles ».

Si maintenant je considère l'avenir, je vois bien que si différente que soit la cité socialiste de la bourgeoisie, nous n'arriverons qu'à la limite à supprimer certains des aspects de cette dernière. Nous luttons contre l'Etat et pourtant il subsistera, mais amenuisé, contrôlé, critiqué par les syndicats. Nous sommes égalitaires et pourtant il y aura des chefs compétents, différents par leur « clavier technique » de certains de leurs camarades. Mais du moins il y aura égalité de traitement entre ces travailleurs. Nous ne voulons plus d'une économie anarchique ayant pour base le profit. Et pourtant la production, par équipes de coopérateurs, donnera des avantages à certaines de ces équipes. Il faudra la haute main syndicale, pour ne laisser subsister que d'infimes parties de ces avantages.

En même temps qu'il nous lèguera un outillage technique propre à servir nos besoins, le capitalisme nous lèguera une culture, des idées et des mœurs dont nous conserverons toujours quelque chose, des points de repère qui nous permettront de voir à quel point nous nous sommes éloignés de la société que nous aurons jetée à terre.

Tantôt réformiste et tantôt révolutionnaire mais toujours progressive, l'œuvre syndicale ne cessera pas avec la disparition de la bourgoisie comme classe dominante.

A. V. JACQUET.

Les théories biologiques varient, il faut être prudent

Fontaine et Louzon cherchent à donner à leurs démonstrations la force que possède une vérité scientifiquement démontrée en les appuyant sur des théories scientifiques transformistes.

Je crois que c'est là une regrettable et dangereuse erreur:

D'abord si les comparaisons qu'ils établissent sont toujours permises, les conclusions qu'ils en tirent m'apparaissent parfaitement arbitraires, car si nous pouvons apercevoir des rapports entre certains faits d'ordre biologique et certains faits d'ordre sociologique, il est indéniable qu'il y a entre ces faits des différences profondes qui interdisent de conclure de la même manière suivant qu'on étudie ceux-ci ou ceux-là. « Les mêmes causes produisent les mêmes effets ». Or ici les causes sont dissemblables.

D'autre part, si j'admettais à priori leur méthode, je serais obligé de constater qu'ils étaient leurs conceptions sur des théories *scientifiques. Or toute théorie est sujette à revision. Elle n'a rien d'absolue. Leurs auteurs mêmes le reconnaissent volontiers et sont toujours prêts à les modifier ou à les détruire devant les faits nouveaux précédemment inconnus d'eux. Lamarck et Darwin sont maintenant dépassés.*

Si on lie le sort des conceptions sociales à celui de certaines théories scientifiques qu'adviendra-t-il quand ces théories seront reconnues en tout ou en partie erronées ?

Quelques exemples...

Le capitalisme voyait dans les « crises » des faits normaux, nécessaires à l'épanouissement complet du régime, ces « crises » permettant la sélection des entreprises, — les mieux outillées, les plus adaptées à la lutte, seules, résistant, les moins bien ou mal adaptées succombant. C'était la théorie de Darwin transposée du plan biologique sur le plan sociologique.

Or il apparait aujourd'hui que les entreprises les mieux outillées sont les plus touchées par la crise actuelle. Elles ne peuvent diminuer d'une manière sensible leur prix de revient car dans ce prix la seule partie compressible: les salaires, entre pour une part minime, alors que dans les industries peu ou mal outillées ce salaire, cette part compressible, entre pour beaucoup plus, ce qui permet la baisse du prix de revient et entretient l'activité de l'usine. Cette constatation montre nettement que, bien que les deux ordres de faits semblent aller de pair pendant un moment, les résultats finissent par être opposés.

Maintenant, citons Fontaine:

Les choses se compliquent singulièrement lorsqu'une révolution amène la chute d'une société impuissante à vivre ou à durer et qu'aucun organisme sérieux n'est là pour la remplacer immédiatement. C'est le cas en biologie, pour une espèce lors d'un brusque changement de milieu. Qu'on jette un mammifère à l'eau, il nagera avec ses membres, qu'il réussisse lui et ses descendants à vivre quand même dans ce nouveau milieu, il est très certain comme l'a montré lumineusement le transformisme que ses membres se modifieront, se « palmant » ou deviendront des nageoires.

C'est le cas de la révolution russe. Rien n'était prêt pour remplacer immédiatement les organismes tzaristes. Les Russes ont nagé et nagent encore avec des membres qui ne sont pas encore des nageoires. Les belles idées, les beaux plans qui étaient dans le cerveau des intellectuels bolchevistes n'ont pu suppléer au manque d'organismes nouveaux prêts à fonc-

tionner. Et c'est là toute la raison des misères et des difficultés des Soviets.

Eh! bien, non. C'est une idée absolument préconçue *que celle qui est traduite par la formule :* « La fonction crée l'organe». *Des observations précises et des expériences permettent de dire qu'elle est fausse. C'est ainsi qu'en ce qui concerne la truite on peut affirmer de ses nageoires ou «appendices ventraux» :* « *Non seulement,* ils ne servent pas à la propulsion *de l'animal mais leur absence se fait peu sentir.* » *(Voir E. Rabaud:* Zoologie biologique *et* Le transformisme).

L'ours blanc se comporte en mer aussi bien qu'un phoque et nage de la même manière. A terre il lui est infiniment supérieur. A-t-il intérêt à voir ses pattes se transformer en «nageoires»?

La «poule d'eau» qui nage bien mieux que le canard a-t-elle les pattes palmées? Pourtant c'est un oiseau aquatique. A quoi bon des palmes? Elle perdrait ses possibilités sur terre et ne gagnerait rien sur l'eau...

Et alors que deviennent les considérations de Fontaine sur la Révolution russe et la nécessité d'une «adaptation » quand ces considérations s'appuient sur ces nouvelles données biologiques que je crois plus justes que celles que nous avons connues précédemment?

Ne vaut-il pas mieux laisser de côté «palmes» et *« nageoires », conserver sa structure propre, rester « ours blanc » ou « poule d'eau » pour garder ses moyens sur terre tout en possédant, sur l'eau, les possibilités des « adaptés » ?*

Oui, n'est-ce pas?

Nous arrivons donc à cette conclusion que la Révolution ne nécessite aucun effort d'adaptation, aucune préparation. Le moment venu, suivant le milieu ou les circonstances, on se débrouillera comme on pourra, par les moyens dont on disposera...

Ce qui est parfaitement inadmissible — à mon avis du moins. Ce n'en est pas moins la conclusion à laquelle on aboutit quand on établit des rapports trop étroits entre deux sortes de faits absolument différents.

Du fait que les théories transformistes ont été sensiblement revisées, les conclusions et enseignements à en tirer au point de vue sociologique deviennent absolument différents.

Ainsi, il faut être très prudent : se garder de toute généralisation non justifiée par l'expérience, telle doit être la règle.

Autrement tout ce que l'on peut dire n'est que littérature et littérature dangereuse car capable de troubler les esprits non avertis.

P. TURPIN.

Louzon répondra dans un prochain numéro.

Albin Villeval, délégué du Syndicat parisien des correcteurs et ancien secrétaire adjoint de la Fédération du Livre, s'est éteint le 2 janvier, à l'âge de 62 ans.

Nous avons demandé à l'un de nos camarades de dire à nos lecteurs ce que fut la vie de ce militant exemplaire — que le « Noyau » de la « Révolution Prolétarienne » s'honore d'avoir compté dans son sein.

ÉCOLE ET DÉMOCRATIE

Si certains pédagogues se sont tenus à l'écart des questions sociales ou même, telle Mme Montessori, se sont faits les alliés des autocraties, il en est heureusement de plus clairvoyants. Parmi ces derniers, deux surtout ont eu une influence considérable sur le mouvement pédagogique de notre temps. L'un, **Dewey**, citoyen des Etats-Unis, est aujourd'hui septuagénaire ; l'autre, le **Dr Decroly**, belge, vient de mourir.

A SOCIÉTÉ NOUVELLE, BESOINS NOUVEAUX

L'un et l'autre ont voulu que l'école prépare « le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple » ; l'un et l'autre ont eu le souci des réalités économiques et le respect du travail ; l'un et l'autre, ayant constaté les changements de la vie sociale et sa complexité de plus en plus grande, ont pensé que l'école devait préparer et sélectionner une élite. Par élite l'un et l'autre n'entendent pas ceux qui aiment jouir du travail et des efforts de leurs semblables :

> *On ne se contentera pas,* dit le docteur Decroly, *d'envisager seulement la supériorité intellectuelle verbale, mais on accordera autant, sinon plus de valeur à l'intelligence sociale, à la capacité d'organiser, de diriger, de même qu'aux dons artistiques et à ceux d'invention et de découverte, dans le domaine des sciences et de la vie réelle...*
>
> *L'élite sera préparée à remplir son rôle dans la vie de la cité, de la nation et du monde, en comprenant que ce rôle doit être surtout de participer directement au bien commun, de mettre ses capacités au service de ses semblables... Ceux qui élèvent l'élite devront la préparer à trouver des joies dans l'accomplissement modeste de sa tâche sociale et non dans les plaisirs que procure le luxe ostentatoire et matériel.*

> *La méthode Decroly,* écrit Marie Fargues, *présente une grave lacune: elle fait complètement abstraction du fait religieux. Quoi qu'il en soit de cette lacune fondamentale, pour l'application des principes admis en pédagogie dite nouvelle, le docteur Decroly est un maître.*

Cet hommage de la pédagogue catholique et sa réserve peuvent également s'appliquer à la pédagogie de Dewey : l'un et l'autre sont des maîtres et des laïques.

Résumant « School and Society », (L'Ecole et la Société) de Dewey, Mme Maurette écrit :

> *Voici l'idée primordiale de Dewey: on doit éduquer les enfants sans jamais perdre de vue que ce sont de futurs membres de la société; il faut les préparer à la servir et à produire ce dont elle aura besoin pour faire vivre ses membres. Donc, si le régime de la société change, le mode d'éducation devra également changer.*
>
> *Or, autrefois, presque tous les produits de première nécessité étaient fabriqués à la maison, ou tout au moins dans la localité, pour les besoins des seuls habitants. Chaque agglomération formait une petite société presque complète; tous les objets nécessaires à sa subsistance se fabriquaient sous les yeux des membres de cette société.*
>
> *Les enfants étaient ainsi mis en contact avec les sources mêmes de la vie, et, ce qui est mieux, ils prenaient part à cette vie: eux aussi produisaient, selon leurs forces, les objets nécessaires à leur subsistance et à celle de leur famille. Ils*

participaient aux travaux des champs et de la maison...

En errant par le village ou par la ville, ils voyaient le meunier et son moulin à l'œuvre, le forgeron; de même le chaudronnier, le charpentier... travaillaient à boutique ouverte sous l'œil des petits badauds.

Dans ces besognes, et à ces spectacles, les enfants acquéraient des habitudes de vie collective, d'économie, d'ordre, de travail, et, par dessus tout, de responsabilité.

*Ils se préparaient ainsi à l'action sociale par l'action domestique. L'école fournissait le minimum d'instruction nécessaire; la famille et l'*environnement *fournissaient l'éducation.*

Le grand changement qui s'est produit dans la vie de la société, c'est la disparition de la petite production locale, remplacée par la grande production spécialisée... Et à la maison on n'a plus besoin des enfants pour aider aux travaux journaliers. C'est par conséquent à l'école que revient la charge d'éduquer les enfants, non plus seulement de les instruire.

Il est un autre changement, que Dewey signale par ailleurs, et qui est la conséquence du précédent : par suite de la différenciation du travail, de l'accroissement et de la diversité des connaissances utiles aux différentes catégories de travailleurs, l'école ne peut plus avoir la prétention d'apprendre aux enfants tout ce qu'ils auront besoin de savoir et que l'on apprend dans les livres.

Ceci est d'autant plus vrai que, par suite des changements qui se produisent à une allure accélérée il n'y a plus de professions stables, sûres : certaines disparaissent ou tout au moins se raréfient ; d'autres se transforment ; il en est qui naissent ou se développent. Les qualités essentielles de l'homme d'aujourd'hui, ce n'est pas d'être adapté mais d'être capable de s'adapter ; ce n'est pas de savoir mais d'être capable d'apprendre ; ce n'est pas d'imiter mais d'être capable d'initiative, d'avoir l'esprit inventif, créateur.

Il faut que l'école s'adapte à ces transformations économiques et industrielles afin d'adapter la société à l'idéal entrevu, mais non réalisé, de la démocratie. Mais comment ?

« POUR LA VIE, PAR LA VIE »

Sur ce point nos deux pédagogues sont encore d'accord : en premier lieu il faut organiser un milieu éducatif.

De là, dit le Dr Decroly, est venue ma conviction :

1° Qu'il faut tendre à reporter toutes les écoles primaires vers la campagne; qu'en attendant, il faut y introduire le plus de nature vraie possible, et mettre très souvent les enfants en contact avec elle, par la culture, l'élevage, les excursions botaniques, zoologiques, géologiques et autres;

2° Qu'il faut tâcher de faire voir et pratiquer dans la mesure du possible, à l'enfant, les métiers simples qui transforment la matière brute en objets utiles ou en aliments assimilables (menuisier, cordonnier, boulanger, cuisinier etc.);

3° Qu'il faut aussi essayer de lui montrer sur le vif, les formes élémentaires de la vie sociale, de l'organisation communale, et de les lui faire pratiquer en introduisant dans la classe, des charges, des responsabilités; puis, peu à peu, lorsque l'âge est venu, en le faisant intervenir dans la discipline et les rouages divers de la grande famille dont il fait partie.

Le Dr Decroly avait créé une école, une école qui a une belle devise : « L'école pour la vie, par la vie ». Suivons un visiteur dans la classe des débutants :

Avec ma fâcheuse habitude de la classe traditionnelle, où la science plane dans le calme et le mystère, je suis quelque peu désorienté dans cette chambre aux murs gentiment tapissés sur lesquels les marmots de six ans exposent leurs productions artistiques.

Dans un coin, une volière... Ailleurs, à la taille des enfants, des étagères où s'alignent des fruits, des plantes, des pierres, des fleurs dans des vases et tout un arsenal d'objets intuitifs rassemblés par les élèves eux-mêmes.

Pas de bancs! Sur de bas tréteaux, des planches forment table. On les enlèvera tout à l'heure. Autour de ces tables, les bambins sont assis sur de petits tabourets ou restent debout à leur convenance, et... l'on travaille...

La cloche sonne: c'est la récréation. Les enfants quittent leur table dès que la besogne commencée est finie et descendent à leur gré à la cour, tandis que quelques-uns d'entre eux accomplissent les charges qu'ils ont librement choisies.

Celui-ci, frais et robuste, soigne les tourterelles... Un joli garçon bien bâti remplace les feuilles de chou de ses lapins et me confie que bientôt la mère aura des petits dont on fera cadeau aux autres classes...

Une charmante blondinette émiette du pain dans du lait pour son hérisson; une autre arrose les plantes; une troisième aère la classe. Chacun s'acquitte d'abord de sa tâche, puis s'en va jouer, content du devoir accompli. (L. Wellens, *Les Annales de l'Enfance*, décembre 1927).

Mais qu'apprendra-t-on dans de telles écoles ? Certains pédagogues, nous l'avons déjà dit de Mme Montessori, laissent aux pouvoirs publics le soin de décider à ce sujet, se bornant à rechercher les moyens de donner satisfaction aux dirigeants. Tel n'est point le cas de Dewey et du Dr Decroly.

Je me suis demandé d'abord, dit ce dernier, *ce qu'il importait que l'enfant, que tous les enfants de la Belgique et de l'Europe, et du monde entier ne puissent ignorer. Ensuite, je me suis demandé quelles sont les connaissances pour lesquelles l'enfant a le plus d'attraction.*

... Je crois pouvoir dire que ce qui importe le plus d'être connu par l'enfant, c'est lui-même en tout premier lieu. Comment il est fait, comment fonctionnent ses organes, à quoi ils servent; comment il mange, respire, dort, travaille, joue; comment agissent ses sens et comment il est défendu et aidé par eux; comment remuent ses membres et surtout sa main et quels services ils lui rendent; pourquoi il a faim, soif, froid, sommeil, pourquoi il a peur ou se fâche, quels sont ses défauts ou ses qualités...

Après la connaissance de soi-même, il en est une autre qui suit logiquement; c'est celle du monde, du milieu où vit l'enfant.

Le Dr Decroly distingue quatre besoins primordiaux :

Besoin de se nourrir ;

Besoin de lutter contre les intempéries ;

Besoin de se défendre contre les dangers et les ennemis ;

Besoin d'agir et de travailler solidairement.

Les quatre besoins ci-dessus forment autant de centres d'intérêt.

Dans chaque centre d'intérêt l'enfant fera une étude de sa propre personnalité en ce qui concerne ce centre, par exemple, à propos du deuxième il aura à examiner comment il sent le froid, ce qui lui arrive quand il a trop froid et — pour les élèves plus âgés — les différents phénomènes biologiques en rapport avec la lutte contre les intem-

péries : digestion, circulation, respiration, combustions internes, mouvement, etc...

Viendra ensuite l'étude du milieu (humain, vivant et non vivant) proche et éloigné qui lui permettra de se rendre compte de l'aide que lui apportent la nature et la société dans cette lutte contre les intempéries, de la dette qu'il a contractée de ce fait envers sa famille, son école et la Société et de ce qu'il doit faire pour se libérer de cette dette.

L'étude de ces besoins fournira aux enfants l'occasion de lire, d'écrire, de compter, d'étudier l'histoire, la géographie, etc. Mieux, cette étude justifiera, motivera aux yeux des élèves des travaux divers. Toujours pour conserver notre exemple du deuxième centre nous pouvons dire que les enfants pourront avoir à faire des mesures et calculs relatifs aux bois de chauffage ou aux autres combustibles, qu'ils pourront rechercher les régions riches en forêts, en mines de houille, etc., s'intéresser aux modes de chauffage dans les temps anciens, au culte du feu, etc., etc.

N'essayons pas de remplacer ces etc. par des précisions, il n'est pas de précisions possibles puisque les détails du programme varieront selon le milieu, selon les intérêts, les curiosités des enfants.

OBJECTIONS...

— Mais les enfants apprendront des futilités qui les intéressent et négligeront l'étude de connaissances bien plus utiles que nul ne devrait ignorer ?

— N'avez-vous point appris à l'école de nombreuses connaissances que l'on considérait comme indispensables et qui ne vous ont jamais servi, et que vous avez oubliées, heureusement d'ailleurs ? Ce qui compte c'est moins ce que l'on a appris et dont on se souvient que la manière dont on a appris ; que la formation de l'esprit et du caractère qui en est résultée ; que l'habitude que l'on a acquise de se servir des livres, de savoir s'en servir afin de pouvoir apprendre plus tard avec eux ou les revues ce qu'on pourra avoir besoin d'apprendre et que nul maître ne peut enseigner parce que les connaissances qui seront utiles sont trop diverses.

— Mais, la lecture, l'écriture, le calcul...?

— Les travaux entrepris justifieront leur étude, et d'ailleurs il ne faut pas s'exagérer leur importance : ce sont seulement des aides. Ce devraient être, serait plus exact car il semble trop souvent que le savoir lire, par exemple, est un but alors qu'il ne devrait être qu'un moyen. Il faut, tout à la fois, apprendre à lire et apprendre à se servir de la lecture, à moins que l'on ne suppose que la connaissance de la lecture doit être seulement utilisée pour augmenter le rendement du salarié et faciliter le bourrage de crâne du citoyen.

— Tout ceci est sans doute fort juste mais nul instituteur au monde n'aura une érudition assez vaste pour pouvoir enseigner aux enfants ce que ceux-ci désireraient connaître !

— Evidemment, et ce sera fort heureux, le maître ne sera plus le pontife, l'autocrate, mais le conseiller, l'aide, le guide, plus modeste que le magister d'antan il saura dire à propos : « Je ne sais pas ! »

— Il y perdra de son autorité !

— Si vous appelez autorité la force, l'usage des moyens disciplinaires de contrainte, oui ! Mais si c'est de la véritable autorité que vous parlez, de celle qui inspire tout à la fois confiance et respect, non !

Le maître qui aura dit : « Je ne sais pas », ajoutera : « Nous allons chercher », et, parce qu'il sera celui qui sait le mieux guider les recherches, diriger les divers travaux, suggérer les meilleures solutions, il aura une autorité vraie. L'autorité d'hier ! avec les élèves toujours à l'affût des erreurs du maître, de ses ignorances : il suffit à chacun de nous de faire appel à ses souvenirs d'écolier pour savoir ce qu'elle vaut.

DEUX PIERRES D'ACHOPPEMENT

Si la « Révolution Prolétarienne » était une revue de pédagogie, je pourrais décrire quelques aspects de la méthode : montrer la large place faite aux activités manuelles ainsi que les raisons psychologiques et sociologiques de cette place ; indiquer comment Dewey et Decroly motivent les choses à apprendre aux yeux des enfants de façon à ce que ceux-ci en ressentant la valeur travaillent sans contrainte ; dire comment ils tirent parti de ces progrès de la psychologie pour modifier les méthodes d'enseignement, pour, par exemple, apprendre à lire en commençant — au rebours de ce qui se fait d'ordinaire — par des historiettes, des phrases, des mots entiers, et non par des lettres.

Cette simple énumération, jointe à tout ce qui précède, suffira je pense à mes lecteurs pour concevoir que des écoles selon Dewey ou Decroly sont bien différentes de la plupart des écoles actuelles et qu'elles exigent un tout autre matériel ainsi que des maîtres autrement formés.

La formation du maître, a dit Decroly, *paraît en ce moment être le principal obstacle de la marche en avant de tout le progrès éducatif.*

On l'a bien vu en Russie où l'on a voulu appliquer en grand les méthodes du Dr Decroly et de Dewey — plus ou moins adaptées — sans tenir un compte suffisant de cet obstacle. Nous en reparlerons.

D'autre part, parlant des écoles de Gary, qu'il donne en modèle, Dewey écrit :

Ces écoles envisagent un idéal social meilleur, une société prospère dont les membres seront indépendants, et d'où aura disparu la misère qui trop souvent fait les mauvais citoyens. Certes, bien des changements dans les conditions sociales devront avoir lieu avant que cet idéal soit réalisé, mais dans ces écoles on croit que l'éducation ainsi comprise est un des moyens naturels, peut-être le plus sûr, de provoquer ces changements; apprendre aux gens dès l'enfance à penser clairement et à se suffire à eux-mêmes, n'est-ce pas encore la meilleure des garanties contre la misère et l'exploitation?

Le Dr Decroly n'espérait certes pas moins de l'éducation. Sans doute ces démocrates ont-ils sous estimé la résistance capitaliste aux efforts de l'Ecole, ils n'ont point vu suffisamment que la rénovation scolaire totale était irréalisable dans une société où une classe en exploite une autre, mais leurs travaux ne seront pas vains et on ne saurait nier qu'ils ont été guidés et soutenus par un idéal social élevé.

E. DELAUNAY.

La renaissance du Syndicalisme

Il faut reprendre l'effort commun

Comment pouvons-nous le faire ?

Un an déjà s'est écoulé depuis la disparition malheureuse du Cri du Peuple.

Nous n'avons jamais cherché à dissimuler que cette disparition constituait un échec extrêmement grave pour le mouvement qui s'était développé dans le pays avec le double objectif de l'indépendance du syndicalisme et de l'unité syndicale. Suite inéluctable des dissentiments nés parmi nous au lendemain des Congrès de Japy et de Magic-City, conséquence fatale de la mort du Comité des 22, qui s'est disloqué sur un problème ne relevant au fond que de la tactique syndicale, mais qui s'est disloqué tout de même, le Cri du Peuple, *par ailleurs à bout de souffle, ne pouvait plus continuer son œuvre.*

Une des originalités de notre mouvement est, depuis dix ans, de rencontrer en face de lui une série d'adversaires de tout poil, mais par exemple tous bien d'accord pour maudire notre petit groupe et pour lui taper dessus. Ah! ils s'en donnèrent à cœur joie quand ils eurent entre les mains le dernier exemplaire du Cri.

Silencieusement, nous avons tout encaissé: joie discrète des réformistes officiels, cris de victoire des communistes de l'orthodoxie, gloussements de satisfaction des citoyens qui travaillent sur la lisière du mouvement, pour compte bolchevick.

Un an après, nous tenons notre revanche, revanche d'ailleurs toute morale.

La bourrasque a pu disperser les hommes que nous étions parvenus à réunir autour d'un programme clair, avec le souci d'assurer à chacun sa peine liberté d'action et d'expression.

Elle n'a en rien diminué les idées simples mais nettes qui avaient servi à ce rassemblement.

Un an après notre dispersion, force est bien de constater que tout effort sain de redressement du mouvement syndical ne peut, aujourd'hui comme hier, que s'opérer dans cette double direction:

Indépendance du mouvement syndical à l'égard des gouvernements et des partis politiques;

Reconstitution de l'unité syndicale par la conquête de cette indépendance et par le respect de la liberté d'opinion.

Depuis un an que les dirigeants de la C.G.T.U. sont «débarrassés » d'une minorité accusée de sabotage permanent; depuis un an qu'ils ont les mains libres, qu'ont-ils réalisé? Ils n'ont même pas été capables d'arrêter la baisse de leurs effectifs. Sans exagérer, on peut dire que le peu de vie qui animait encore les organisations soumises à la tutelle du parti communiste s'en est retiré. Aujourd'hui même, en pleine bataille des fonctionnaires et des services publics, la C.G.T.U. et ses syndicats sont d'une atonie désespérante. Frappé à mort par le parti communiste, ce mouvement n'a qu'une faible chance de renaître: les militants d'origine syndicaliste qu'il compte encore se reprendront-ils? les jeunes, sous les coups multipliés des expériences négatives viendront-ils enfin au syndicalisme? Là seulement est l'issue.

Depuis un an que les dirigeants de la C.G.T. ont enregistré non sans satisfaction l'échec du mouvement de redressement qui s'était ébauché à Japy, ils en sont encore à se débattre vainement dans un réseau de contradictions. Toujours partisans de la collaboration, ils se cassent le nez à chaque tentative, collectionnent les «bûches » et en sont réduits à dissimuler leur dépit et leur inquiétude sous une phraséologie révolutionnaire dont le meeting de Japy nous a fourni un bien curieux échantillon. Ils sentent bien, les vieux renards, le mécontentement et le désir de voir «du neuf» qui se développent lentement, à la base, dans les syndicats. Mais ce mécontentement et ce désir de voir «du neuf » n'ont encore abouti à rien parce qu'aucun effort de redressement syndicaliste ne s'est produit. L'Opposition syndicaliste révolutionnaire, organisation dépendant du parti communiste, n'a rien donné et ne peut rien donner. Les rouspétances individuelles de quelques bons bougres demeurés syndicalistes n'ont pas donné grand'chose. Tout reste, en somme, à faire, mais ne pourra se faire et ne se fera que dans le sens du retour à l'indépendance du syndicalisme et de la reconstitution de l'unité totale.

Quel qu'ait été le mouvement d'unité opéré sur la base de la résolution de Japy, il faut bien se rendre à l'évidence et constater qu'il ne fut, en définitive, que partiel et limité. Loin de moi le désir d'en rechercher à qui la faute! Cependant, je ne peux m'empêcher de penser que ce mouvement eût été plus large si la tentative de redressement syndicaliste n'avait pas été seulement ébauchée à Japy, si l'on n'avait pas craint alors d'aborder de front, nettement et clairement, les dirigeants confédéraux sur les problèmes essentiels.

Un effort beaucoup plus vigoureux d'opposition au congrès de Japy eût forcément déterminé un redressement à gauche, si léger soit-il, de la politique confédérale et le mouvement de reconstitution de l'unité s'en serait trouvé accru.

Nous avons sans doute commis la faute de ne pas unir à l'effort pour l'unité un effort semblable pour le redressement de l'orientation confédérale.

Ce second effort, voilà, à ce que je peux voir autour de moi, la préoccupation actuelle de ceux, et j'en suis, depuis un an, qui sont «rentrés » à la C.G.T. sur la base de la résolution de Japy.

Car, n'est-ce pas, pour « rentré » qu'on soit, on n'en a pas moins conservé son fonds d'idées, on ne s'est pas métamorphosé en collaborationniste, on ne s'est pas adapté !

On est resté soi-même, avec dix ans d'expériences en plus, des vertes et des pas mûres, avec pas mal d'amertume, mais tout de même avec, au fond de soi, toujours le même optimisme révolutionnaire dans les destinées de sa classe, toujours la même confiance dans la capacité de celle-ci, toujours la foi.

C'est, en tout cas, le moment de le démontrer, car le temps passe...

Est-ce bien le moment de reprendre l'effort? Et cet effort peut-il être commun aux camarades qui sont dans la C.G.T., à ceux qui sont dans la C.G.T.U., à ceux qui sont dans les syndicats autonomes?

A ces deux questions, je réponds oui.

Mais j'ajoute tout de suite: attention! L'effort que je propose aux camarades réunis autour de la Révolution prolétarienne *— et au sujet duquel leur avis sera le bienvenu — ne peut être, à l'heure actuelle, que très limité.*

Forts par nos idées, nous sommes faibles dans nos moyens, et nous avons commis assez de gaffes pendant ces trois dernières années pour ne pas y ajouter des imprudences.

Nos idées, nous ne les avons pas assez creusées. Des faits nous n'avons pas su tirer en temps utile les confirmations précieuses. Nous nous sommes trop intéressés à la surface, n'allant que rarement au fond.

C'est le moment d'un effort commun de redressement syndicaliste, oui, mais d'abord d'un effort de fond: effort de recherche, d'analyse, de confrontation des idées et, enfin, de propagande. Nous devons nous attacher moins aux personnes qu'aux idées et aux faits. Nous devons éliminer le bluff et la surenchère. Suivre les événements, les bien comprendre, les analyser en regard des principes essentiels dont nous devons conserver le souci en nous efforçant d'apporter de la clarté dans les problèmes de l'heure.

N'est-ce pas là, amis de la Révolution prolétarienne, *un beau programme pour une rubrique qui porte un aussi beau titre?*

N'est-ce pas là l'effort que nous pouvons entreprendre ensemble, dès aujourd'hui, tous ensemble, fraternellement, les unitaires, les autonomes et les confédérés?

A vous de nous le dire.

M. CHAMBELLAND.

LA BATAILLE DES FONCTIONNAIRES

En attendant la socialisation...

Je m'attendais bien à une réponse à mon papier du 10 décembre de la part de A. M., de *Monde*.

Je m'attendais à une réplique brutale, méprisante, définitive — comme il convient à qui possède une doctrine sûre tenant lieu de clef universelle.

Je suis servi (*Monde*, du 24 décembre), mais pas comme je l'espérais. C'est trop et trop peu.

Trop pour ma chétive personne. Je suis qualifié de faussaire — parce que je n'ai pas cité intégralement les phrases de mon contradicteur.

Trop peu pour la discussion que l'on semble redouter, car on ne l'engage même pas.

Mes "faux"

A. M. m'incrimine parce que je n'ai pas cité intégralement ces deux phrases: *Le projet financier du cabinet Herriot paraît très libéral, voire hardi,* EN COMPARAISON DE CE QUI A ÉTÉ INFLIGÉ AUX CLASSES LABORIEUSES DANS D'AUTRES PAYS.

Ce projet émane d'un gouvernement sincèrement désireux de faire régner l'équité et la justice, MAIS DE LA FAIRE RÈGNER DANS LE CADRE DU CAPITALISME.

(Je souligne les deux membres de phrase omis dans mes premières citations).

La première omission fut volontaire, et je regrette de mettre ici en relief une comparaison qui constitue l'un des plus redoutables arguments des adversaires des fonctionnaires français. Je regrette de l'avoir trouvée dans *Monde*, sous la signature d'un écrivain qui se prétend révolutionnaire; elle est un hommage implicite à trois hommes: Herriot, Germain-Martin et Palmade, dont la malfaisance à notre égard fut indiscutable.

La deuxième omission est sans importance. Les lecteurs de *Monde* sont-ils assez peu avertis pour qu'une telle précision leur soit nécessaire ? Ceux de la R. P. la considère comme une banalité insignifiante; aucun d'entre eux ne supposant que le gouvernement Herriot pouvait sortir du cadre du capitalisme.

Revenons à la question

En revanche A. M. a raison de considérer comme « des faux » des « *citations tronquées, amputées des membres de phrase contenant l'essentiel de la pensée* ». Car... c'est précisément ce qu'il fait. Dans mon article du 10 décembre, je citais — et il ne le dit pas — sa phrase contenant l'essentiel de sa pensée: « *La crise budgétaire ne pourra être résolue que par la socialisation* ». Et c'est à cette phrase que je m'attaquais, c'est... cet essentiel que je discutais.

Mais A. M. ne veut pas du débat sur la question essentielle: *les fonctionnaires et employés des Services Publics sont-ils serrés dans ce dilemme impitoyable : la socialisation — c'est-à-dire la Révolution — ou une diminution de traitement, plus ou moins forte, selon « l'équité » du gouvernement au pouvoir ?*

L'opinion de A. M. sur ce point peut, avec quelques points d'interrogation bien placés, passer un peu partout... dans tous les organes... « éclectiques », qu'ils prétendent au communisme, qu'ils véhiculent le jeune radicalisme ou qu'ils se parent de l'étiquette socialiste ! Et quelle aisance dans l'attitude ! Un coup de chapeau à droite au libéralisme d'Herriot; un coup de chapeau à gauche à la sacro-sainte doctrine intransigeante et implacable... on se fait ainsi la réputation d'un monsieur dont les hardiesses de pensée sont assez séduisantes. On s'attarde au carrefour, entouré de la considération de tous les intellectuels distingués, et on n'est pas pressé de choisir sa voie.

Nous sommes plus impatients et plus rudes — parce que chacune de nos phrases prolonge notre action de la veille, et prépare celle du lendemain. Une formule est bonne, à nos yeux, dans la mesure où elle favorise le rassemblement et la lutte — sinon elle est condamnable.

Sotte et dangereuse

C'est de ce point de vue — de militant — que j'ai jugé la formule de A. M. sotte et dangereuse.

Sotte — d'une sottise, d'autant plus inexcusable qu'elle n'est pas le fait d'un sot — parce qu'elle néglige, avec un beau dédain, le facteur humain du problème.

Les fonctionnaires des autres nations ont été frappés durement. Est-ce parce que leurs gouvernements étaient moins libéraux que le nôtre, ou parce que leur force corporative était inférieure à la nôtre ? Il me suffit de savoir que les instituteurs d'Allemagne et d'Angleterre marquent encore le pas à l'étape amicaliste, que nous avons depuis longtemps dépassée. Ils ont été vaincus sans combattre, et la crise budgétaire n'en a pas été mieux résolue dans leurs deux pays. En France, nous avons eu raison de souligner que les divers reculs du gouvernement avaient été uniquement provoqués par la pression des fonctionnaires syndiqués. C'est sans doute une retraite saccadée qui peut avoir pour objet et pour résultat de fatiguer l'assaillant. Notre optimisme n'est pas béat et aveugle. Il y a toute une stratégie de part et d'autre. C'est une lutte, une bataille, avec des péripéties et ses aléas, dont

l'issue est toujours douteuse. Mais surtout la formule est dangereuse. Nous avons constaté, avec une confiance grandissante, les progrès de l'esprit syndicaliste chez les fonctionnaires. De 1924 à 1932, l'évolution est impressionnante. Cependant, la lutte se prolongeant, la nécessité de gestes plus décisifs s'imposant, nous aurons encore à compter avec bien des hésitations, des timidités, des habitudes civiques et bourgeoises. La fermeté des militants que je connais et que j'approche autorise tous les espoirs. Encore, faut-il que dans notre propagande quotidienne, nous ne soyons pas gênés par cette espèce de résignation, d'autant plus détestable qu'elle se paie de rhétorique doctrinale, de phrases pseudo-révolutionnaires, qui, sous le prétexte d'attendre l'action décisive d'après-demain, favorise toutes les abdications d'aujourd'hui.

Nous connaissons tous de bons bougres qui refusent de répondre à nos appels, qui manquent même à la discipline syndicale et qui courent commenter Marx dans certains groupes, et pourfendre le révisionnisme ou le « trotskysme » dans leur section ou leur cellule.

J'avoue qu'à tous ces révolutionnaires de bibliothèque, je préfère le « réformiste » (?) qui colle des affiches contre la diminution des traitements.

Lâchez donc quelquefois votre plume savante — ô combien! — A. M., pour prendre le pinceau et le pot de colle du militant. Un peu de cet exercice, et vos phrases auront un autre accent et une autre portée !

Roger HAGNAUER.

CHEZ LES MINEURS DE LA LOIRE

L'unité est réalisée

Après 10 années de scission l'unité vient de se réaliser chez les mineurs de la Loire.

Qui l'eût crû il y a quelques années?Car chez les mineurs, les luttes de tendances ont été ces derniers temps particulièrement vives. Ce n'était d'ailleurs pas la première fois. Les polémiques entre Beauregard, Escalier, Briaude et Bouchard ou Cotte avaient été tout aussi violentes il y a 30 ans, et, finalement, l'unité s'était tout de même réalisée.

Finalement, les nécessités de la lutte contre les compagnies, l'intérêt des mineurs passent avant les questions de tendances ou de personnalités, et imposent l'union contre l'ennemi commun.

La division c'est l'impuissance. Les mineurs avaient déjà pu s'en rendre compte pendant la grève de 1928. Quoique le syndicat unitaire fut très puissant et eût une influence prépondérante dans le bassin, il ne put réussir à entraîner Firminy, où un puissant syndicat réformiste existait. Et, à l'heure actuelle, toute action d'ensemble serait impossible sans l'accord préalable des deux organisations.

Si une lutte devenait inévitable il serait possible que l'unité d'action se réalise. Mais l'unité complète, l'unité organique, n'est-elle pas préférable ? Ne permet-elle pas de créer cette atmosphère de confiance que jamais le rapprochement provisoire d'organisations rivales ne peut réaliser, et qui, pourtant, est la meilleure garantie du succès ?

L'action scissionniste de la Fédération Unitaire

La réalisation de l'unité chez les mineurs de la Loire ne pouvait plus être différée.

L'existence d'un syndicat unitaire ne se justifiait plus. Car si le syndicat unitaire avait bien, officiellement, l'estampille unitaire, moralement il était en dehors de la C.G.T.U. La C.G.T.U., la fédération unitaire du sous-sol, l'Union locale et l'Union régionale unitaires ne le connaissaient que pour le discréditer et le combattre. Dans son propre sein, conformément aux directives des chefs communistes locaux, et aussi de Frachon — qui suit attentivement ce qui se passe dans la Loire et s'empresse de faire un saut à Saint-Etienne dès que ses lieutenants paraissent désorientés — elles avaient organisé leurs partisans en fraction, une fraction qui avait tous les caractères d'un syndicat, avec son journal, son secrétaire, et que la Fédération considérait comme un véritable syndicat, le seul syndicat unitaire.

C'est ainsi que lorsqu'il s'agit d'organiser la résistance aux diminutions de salaires en mars 1931, la F.U. et la C.G.T.U. envoyèrent des propagandistes dans la Loire, mais ces propagandistes ne se rendirent pas au siège du syndicat, ils se rendirent au siège du parti communiste et de l'Union locale, et, au lieu d'aider la direction du syndicat à préparer les mineurs à la lutte, ils ne prenaient la parole que pour discréditer cette direction. Qu'en résulta-t-il ? Les mineurs furent désorientés, démoralisés, et l'ordre de grève lancé par la Fédération unitaire ne fut pas du tout suivi — pas même à Villars où ce sont des purs, exclusivement des purs, qui sont à la tête du syndicat.

C'est à partir de cette époque que la Fédération unitaire envoya directement des cartes et des timbres à la fraction communiste sans passer par le syndicat. Elle espérait arriver ainsi à obtenir la majorité par surprise dans les assemblées générales, mais sa manœuvre fut déjouée, car les assemblées générales ne furent ouvertes qu'aux porteurs de cartes signées du trésorier syndical et portant le tampon du syndicat.

Par la suite, le travail scissionniste de la Fédération unitaire du sous-sol s'accentua de plus en plus. Aux élections des délégués mineurs et des conseillers prud'hommes, la Fédération patrona la candidature de dissidents désignés par la fraction communiste en opposition avec les candidats officiels du syndicat. Les discours de l'envoyé de la Fédération furent dirigés uniquement contre la direction du syndicat; dans tous les tracts contre Arnaud et ses amis les candidats dissidents se réclamaient de la Fédération unitaire et de la C.G.T.U.

Le syndicat était donc en fait exclu de la Fédération, et, par voie de conséquence, de la C.G.T.U., laquelle avait toujours soutenu la fraction dissidente.

« Pourquoi continuer à donner des cotisations à des organisations qui ne nous connaissent que pour nous insulter, nous calomnier ? » disaient les syndiqués. « Il y a trois syndicats: Dumont, Arnaud, Delorme... Ah ! ils nous emmerdent ! On n'y comprend plus rien », entendait-on dire dans les puits. Aussi les effectifs du syndicat baissaient et les mineurs n'assistaient plus aux réunions.

Vers l'unité

Comment mettre fin à cette confusion ? Comment remonter le syndicat ? Comment reconquérir la confiance des mineurs ? Un seul moyen: réaliser l'unité.

Cette nécessité de l'unité, de l'unité tout de suite était d'ailleurs ressentie aussi bien par les militants confédérés que par les militants unitaires. Les uns et les autres se rendaient bien compte que la division n'avait plus de raison d'être et qu'elle rendait impossible toute action efficace.

Cela est tellement vrai que lorsque les administrateurs des caisses de secours du bassin se réunirent en congrès, le 31 octobre, l'entente la plus parfaite se réalisa entre les diverses tendances (confédérés, unitaires majoritaires, unitaires minoritaires), non seulement pour établir les revendications des caisses de secours et arrêter les moyens d'action pour les faire aboutir, mais aussi pour voter une résolution préconisant la fusion à la base.

Dès ce moment les obstacles qui pouvaient retarder l'unité allaient être rapidement surmontés. Les militants qui jusqu'à ce jour ne s'étaient rencontrés que pour se combattre violemment, avaient constaté qu'il était possible de s'entendre, de travailler ensemble. Un premier pas, un pas décisif avait été fait vers l'unité. Le bon accueil fait par les mineurs au premier appel signé par les deux secrétaires régionaux: Arnaud et Dumont, allait briser la résistance des plus hésitants.

La manifestation du 4 décembre et une tournée de réu-

nions avec le concours de Kléber Legay, du Nord, offrirent aux militants des deux syndicats l'occasion de discuter à nouveau des conditions de réalisation de l'unité et l'accord ne tarda pas à se faire sur la rentrée à la C.G.T. dès janvier.

Les sections unitaires de Roche-la-Molière et de La Ricamarie d'abord, à l'unanimité; celle de Chambon-Feugerolles à l'unanimité moins 4 voix;celles de St-Etienne, Saint-Jean-Bonnefonds, Terrenoire ensuite, à l'unanimité moins 2 voix, décidèrent de fusionner avec les syndicats confédérés correspondants. Il ne restait plus qu'à soumettre ces décisions à l'ensemble des mineurs par une tournée de réunions et les modalités de la fusion seraient ensuite déterminées.

La tournée de réunions vient d'avoir lieu avec le concours des camarades Vigne et Bard, de la Fédération confédérée du Sous-sol; et des militants locaux: Arnaud et Dumont. Elle a eu un grand succès. Depuis longtemps on n'avait pas vu pareille affluence de mineurs, surtout à La Ricamarie, Saint-Genest Lerpt. A Saint-Genest Lerpt où il n'avait pas été possible de reconstituer un syndicat depuis près de 10 ans, les mineurs désignèrent spontanément le bureau d'un nouveau syndicat. Partout les mineurs ont approuvé avec enthousiasme la résolution de fusion que présentait Arnaud. A Saint-Etienne, sur 600 auditeurs on compta une trentaine de voix contre, dont seulement un militant du syndicat, quelques membres de la fraction majorité confédérale et des mineurs de circonstance entrés en fraude.

Les syndiqués se sont prononcés à la presque unanimité. Les mineurs ont donné leur approbation avec enthousiasme. Il ne reste plus qu'à opérer la fusion. C'est à quoi vont s'attacher les militants locaux ces jours prochains, tout en organisant un congrès régional de l'organisation unifiée.

Mais aucun obstacle sérieux ne surgira. Les syndicats se reconstitueront et dès maintenant l'on peut prévoir un renforcement important de leurs effectifs; de nouvelles adhésions sont déjà enregistrées un peu partout.

La fraction de la majorité confédérale naturellement a tenté d'enrayer ce mouvement d'unité, mais sans succès; elle va essayer de constituer des syndicats squelettiques en face des syndicats unifiés, mais si l'on en juge par l'accueil qui a été fait à leur représentant Delorme au cours de la dernière tournée de réunions, elle aura beaucoup de peine à les constituer. Un seul militant minoritaire a voulu rester avec eux: le délégué mineur Sollier, de Châtelus, mais cet acte de scission dans l'organisation de base sera sans portée; il permettra seulement aux unitaires-communistes de poser une signature de plus aux tracts injurieux qu'ils vont continuer à répandre.

L'on peut dire que l'unité totale a été faite chez les mineurs syndiqués de la Loire et qu'elle a été approuvée par l'immense majorité des mineurs. C'est un événement qui aura une portée considérable dans notre région; il va renforcer le réveil qui se manifeste dans certaines corporations; il facilitera certainement la rentrée et la formation de nouvelles organisations; il renforcera le courant qui se manifeste à l'intérieur de la C.G.T. pour la renaissance du syndicalisme et pour lequel, à la *R. P.*, nous travaillons depuis déjà huit années.

U. THÉVENON.

L'Affaire Jacquet

Nous apprenons à l'instant que, mis à la retraite, M. Mathe, inspecteur d'Académie du Rhône, vient de mettre à profit son dernier jour de service pour compléter son tableau de chasse, le mieux garni de la France universitaire. Il a proposé au préfet du Rhône de traduire devant le C. D., notre camarade Jacquet.

La peine demandée est la censure.

Jacquet a déjà derrière lui toute sa Fédération. De nombreux membres du S. N. le félicitent et l'approuvent. Si les deux organisations luttent côte à côte avec une ferme énergie, l'affaire Jacquet, bien menée, peut porter un coup mortel à l'odieux Conseil départemental.

NOTES AU JOUR LE JOUR

Le meeting de Japy. — Pas réussi, le meeting de l'Union des Syndicats Confédérés de la Seine le vendredi 6 janvier, au gymnase Japy, pour la semaine de 40 heures. Un millier de syndiqués ? C'est à peu près tout ce que contenait la vaste salle, moins, bien moins de monde qu'au Congrès confédéral de 1931. C'est peu. Les orateurs essayèrent de la phrase révolutionnaire, afin sans doute de remplacer le nombre par l'enthousiasme, mais, vraiment, le cœur n'y était pas... Retenons du discours de clôture de Jouhaux que la C.G.T. s'apprête à faire de la semaine de 40 heures le point central du prochain Premier Mai. Il est sûr qu'il y a de bonne besogne à faire dans cette voie, mais il est aussi certain qu'il y aura énormément de chemin à faire pour passer de la propagande purement abstraite à l'effort susceptible d'apporter des résultats positifs. Surtout, n'est-ce pas ?, quand on se trouve sur la défensive, comme c'est le cas aujourd'hui. A noter, en passant, la sollicitude toute particulière du préfet de police pour ce meeting. M. Chiappe avait mobilisé autant de flics, d'inspecteurs et de gardes mobiles qu'il y avait d'assistants, soit à peu près un millier. On se demande ce qu'il faut le plus admirer du cynisme de ce roitelet, ou de l'indifférence coupable dont le mouvement ouvrier parisien témoigne envers ses agissements. Enregistrons qu'au cours de la conférence ayant précédé le meeting, le camarade Milan avait vivement protesté contre les abus de la police parisienne qui, à l'heure d'aujourd'hui, va jusqu'à arrêter les distributeurs de tracts purement corporatifs, comme c'est arrivé chez les modistes. Milan ferait très bien de décider ses amis de l'Union des Syndicats de la Seine à engager une campagne publique vigoureuse contre le succédané de dictateur qui trône à la préfecture de police ! Pour terminer, il n'est que juste de souligner que seuls les syndiqués confédérés avaient accès dans la salle, sur présentation de leur carte confédérale. Arrivera-t-on un jour à s'adresser directement à la masse des ouvriers parisiens ?

***

Le vieux-neuf de Boncour. — On connaît maintenant les projets financiers du cabinet Boncour. Déjà, lorsqu'en formant son gouvernement, l'ex-socialiste avait annoncé qu'il allait « faire du neuf » dans le même temps qu'il appelait Chéron, ç'avait été une immense rigolade : du neuf avec Chéron ? Non, sans blague !

Quand Herriot tomba, certains, parmi les fonctionnaires, crurent que tout projet de réduction des traitements était écarté ! Boncour président du Conseil, Boncour faisant une déclaration ministérielle à tendances syndicalistes, du coup, c'était sûr, pas de réduction des traitements et collaboration intime des fonctionnaires avec un gouvernement aussi bien disposé. Et l'on vit, non sans étonnement, des dirigeants « syndicalistes » approuver la première mesure Chéron-Boncour, l'arrêt complet du recrutement des fonctionnaires pendant un an. Début de collaboration, certes, mais attitude s'accordant mal, toutefois, avec les affirmations de solidarité quant à la propagande de la C.G.T. pour la semaine de 40 heures. Est-ce travailler à réduire le chômage que s'associer à une mesure dont le premier résultat sera de laisser en plan sur le marché du travail des milliers de jeunes gens qui attendaient d'entrer dans l'administration ?

Mauvais début. Et ça ne devait pas aller loin.
par an, également la réduction des indemnités (20 % environ), aussi l'arrêt de la péréquation des retraites.

En résumé, la préparation de la résistance des fonctionnaires a été interrompue pendant un mois et, finalement, ceux-ci se retrouvent devant les mêmes menaces !

Que le cabinet Boncour soit renversé par le vote des députés socialistes, qu'y aura-t-il de changé ? Peut-être alors verrons-nous un essai, sinon de formation d'un cabinet purement socialiste, du moins de participation socialiste à une formation ministérielle plus à gauche. Mais, dans l'état des

forces parlementaires, ce ne pourra être, et ce ne sera qu'une expérience courte et sans fruits : on en viendra assez vite à la « concentration » ; qui est bien la formule sur laquelle s'échouera en fin de compte la Chambre du 8 Mai. Et alors, la réduction des traitements reviendra sur le tapis.

Tout ceci n'est évidemment que pronostics, mais il y a une certitude c'est que le Parlement ne consentira pas à porter la hache dans le budget formidable de l'Etat. On peut dire que jamais l'Etat bourgeois n'a coûté si cher. Plus de 50 milliards de dépenses en un an, c'est une somme cela ! Où cela passe-t-il ? Si un journaliste d'opposition voulait s'attacher à dépiauter le budget des dépenses, il trouverait, c'est certain, un scandale à dénoncer chaque jour pendant toute l'année. Mais quel journaliste tentera cet effort ?

Les organisations syndicales ne pourraient-elles l'envisager, l'entreprendre, suivant en cela l'exemple des syndicats confédérés de services publics de la région parisienne qui viennent de publier un bulletin fort instructif sur les gaspillages formidables relevés dans le budget de la ville de Paris ? Ce serait un excellent moyen de démontrer qu'on reste fidèle à cette tâche essentielle du syndicalisme qu'est la lutte contre l'Etat.

PHALANGE D'HONNEUR DU "CRI DU PEUPLE"

Nos camarades trouveront plus loin le détail des sommes reçues en 1932 pour payer les dettes du *Cri du Peuple*. Que tous les souscripteurs trouvent ici nos vifs remerciements.

Voici la récapitulation des opérations effectuées dans l'année:

RECETTES

Phalange d'honneur	4.680 »
Souscriptions	1.292 30
Divers	444 50
Avances	2.400 »
Total	8.816 80

DÉPENSES

Fournisseurs (à valoir sur les dettes)	8.523 25
Dépenses diverses	479 25
Total	9.002 50

EN CAISSE (espèces et chèque postal)

Le 31 janvier 1932	466 09
Recettes	8.816 80
Total	9.282 89
Dépenses	9.002 50
En caisse, le 31-12-32	280 39

Réunis dernièrement, les membres de l'ancien Conseil d'administration du *Cri du Peuple* ont considéré qu'il était regrettable que des circonstances diverses m'aient empêché de fournir l'effort nécessaire pour assurer le bon fonctionnement de la Phalange d'honneur en 1932. Ils ont estimé qu'il fallait mettre tout en œuvre pour qu'en 1933 l'on parvienne à me décharger d'une bonne partie des dettes de notre hebdomadaire.

En conséquence, ils nous ont chargés, le camarade Delsol et moi, de lancer un appel à nos amis les plus dévoués pour qu'ils s'inscrivent sans tarder à la Phalange d'honneur pour 1933.

Nous sollicitons le concours des camarades sur la base d'une cotisation mensuelle de 10 francs, soit 120 francs pour 1933.

Concours exceptionnel, pour mettre fin à une situation exceptionnelle qui prendra fin d'autant plus vite que nous trouverons plus de participants.

Trois cents camarades versant chacun 10 francs par mois cette année, et la fin de 1933 nous trouvera débarrassés d'un bon tiers du passif du *Cri du Peuple* !

Adresser les inscriptions, soit au camarade DELSOL, à la Bourse du Travail, (Syndicat du Gaz de Banlieue), 3, rue du Château-d'Eau, Paris, soit à mon nom au Bureau de la *R. P.*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

Pour l'envoi des fonds, continuer à se servir du chèque postal *Paris* 525-67, René DEVEAUX, *à la Coopérative « La Fraternelle »*, *33 ter, rue Doudeauville, Paris* (18e).

Les inscriptions et les recettes seront désormais publiées régulièrement ici. — M. CHAMBELLAND.

SOMMES REÇUES DU 1er FEVRIER AU 31 DECEMBRE 1932

Altmayer, 95; Pierre Auffret, 20; Audin, 20; Isabelle Augenlicht, 120; E. Allot, 20; Autuche, 10;

Busseuil, 60; Billey, 20; L. Bettendroffer, 20; Bureau, 30; Pierre Bossu, 120; Berthélemy, 300; Hélène Brion, 100; Boissel, 10; Beauvois, 300;

Cot, 10; Maria Cotton, 40; Chardy, 50; Clerc, 10; Chambrun, 10; Castaignède, 10; Colmou, 10; Charbit, 30; Croze, 50; Chambelland, 130; Jean Cornec, 40; Josette Cornec, 40; A. Charroin, 100; Carer, 10; Lucien Cousin, 100; Charlot, 10;

Droulhin, 20; Delsol, 40; V. D., 100; Deveaux, 30; Dhionnet, 40; Henri Delhomme, 30; Delrieux, 20; Delhermet, 50; Delamotte, 30;

Alberto Espéranto, 50; Espagnon, 20; Fronty, 25; Foy, 130; Roger Fournier, 10; Gény, 50; Georges Garnery, 20; Auguste Garnery, 20; Daniel Guérin, 20; V. Godonnèche, 30; Gavard, 50; Groyer, 40; Guennec, 20; Guriec, 20; Marie Guillot, 120; Gazanion, 20; Roger Hagnauer, 30;

Le Béchec, 10; Emile Léger, 30; Jeanne Loton, 10; Lagain, 10; Lentillac, 10; Lefeuvre, 10; Laporte (Colombes), 20; Le Gléo, 50; Louzon, 100;

Gilberte Mérouze, 95; Mathieu, 10; Monatte, 120; Marcel Martin, 100; Maupioux, 30; Mouseau, 30; Mons, 30; Marcel Martinet, 50; Morel, 50; Mauras, 10; Ménard, 25; L. Nicolas, 30; Nanton, 20;

Piégar, 20; Pinty, 100; Philippon, 50; Péri Joseph, 20; Pranchère, 10; Prunet, 10; Pandraud, 20;

Rameaux, 50; Roujon, 20; J.-B. Rey, 10; Romeder, 20; Mlle Rabaste, 10;

L. Schumacher, 10; Louis Sellier, 140; Sandillon, 100;

Tignières, 30; G. Thomas, 60; M. Vaillard, 100; Henriette Vilain, 40; Vidal, 30; Wipff, 10; Simone Weil, 30.

Total des recettes de la Phalange d'honneur: 4.680 francs.

LISTE DES SOUSCRIPTIONS REÇUES du 1er février au 31 Décembre 1932

La minorité des Cimentiers, 83; A. Pelletier, 10; G. Nicolas, 5; un copain de Mouseau, 20; G. Nicolas, 5; Reliquat de la caisse du Comité d'Unité du XXe, 115,30; Chabrol, 10; G. Nicolas, 5; Anonyme, 10; Gâtinois, 10; Duyck, 10; A. Pelletier, 15; G. Nicolas, 10; Desruelles, 5; Desobry, 5; Geffray, 70; Camescasse, 5; de la caisse de la minorité des Cheminots de Rennes, versé par Joly, 100; Charbonnier, 10; G. Naudin, 20; Caisse du Comité d'Unité d'Alger, 74,50; des instituteurs de l'Indre, 60; Section du Nord du Syndicat National des Instituteurs, 200; Duyck, 10; V. Labonne, 10; Paul Martin, 25; Paul Duchêne, 10; L. Riou, 10; Meyssonnier, 37; Caisse du Comité d'Unité de Suresnes, 47,50; Caisse du Comité d'Unité de l'Ardèche, 140; P. Varène, 50.

Total des souscriptions: 1.292 francs 30.

A travers les Livres

A. Borghi : MUSSOLINI EN CHEMISE (Rieder).

Ce livre est destiné à faire scandale, non que l'auteur l'ait cherché — c'est l'homme le plus simple qui soit — mais précisément parce qu'il est simple, il dit les choses d'une façon franche et directe qui n'est de mode dans aucun « monde », et surtout pas dans le monde des gens de lettres, même s'ils se font passer pour « avancés ». Sa franchise populaire qui lui fait toujours appeler les choses par leur nom, son indignation violente en face des infamies, sa manière de s'exprimer sans détours et sans fioritures font de l'ancien secrétaire de l'Union syndicale italienne (association syndicaliste révolutionnaire aux tendances anarchistes) un témoin redoutable contre le fascisme et son plus célèbre représentant qu'il a connu à ses débuts alors que, révolutionnaire farouche, à l'extrême gauche du parti socialiste, il foudroyait les réformistes coupables de s'apitoyer sur les accidents professionnels qui arrivent aux rois (il entendait par là les attentats). Borghi suit Mussolini pas à pas, dans sa brusque conversion à la guerre, conversion payée par le gouvernement français avec l'argent duquel fut fondé son journal, le *Popolo d'Italia;* dans sa carrière de guerrier héroïque qui attendit l'appel de sa classe et passa la plus grande partie de son temps de service à la rédaction de son journal jusqu'à ce qu'un accident banal, l'éclatement d'un lance-bombes dans des exercices à l'arrière, le dispensât définitivement de jouer au héros; dans l'après-guerre où l'ambitieux cherchait sa voie et abandonné de tous tâchait par des campagnes démagogiques en faveur des soldats et contre le pouvoir royal de rallier la foule portée par la vague révolutionnaire, — jusqu'à ce que Giolitti, le ministre de la bourgeoisie d'affaires, ramassa l'aventurier délaissé, pour lui faire jouer le plus odieux des rôles: celui de briseur du mouvement syndicaliste et socialiste par l'organisation de bandes armées, pillant et assassinant sous la protection des autorités constituées, de la police et de la gendarmerie mises là pour défendre les brigands quand les victimes s'avisaient de se défendre. L'auteur fait défiler les profils sinistres et grotesques de ces différents chefs de bande, arrivés aujourd'hui aux honneurs, et il réduit à sa juste proportion la fameuse « marche sur Rome » (la soi-disant « révolution fasciste »), où Mussolini, appelé par le Roi, arrive tranquillement en train et vient mettre l'Italie aux pieds de Sa Majesté ! On conçoit qu'un pareil livre, bourré de faits et s'appuyant constamment sur des documents précis, qui jette des clartés brutales sur les rivalités du régime fasciste, soit passé sous silence par toute la grande presse bourgeoise, copieusement arrosée en ce moment par l'ambassade fasciste et d'ailleurs complice naturelle d'un tel régime.

Si l'histoire du fascisme n'est pas ici toute entière on en trouve les traits essentiels et l'auteur expose très clairement dans le chapitre final, les nombreuses contradictions internes d'un régime qui ne se maintient contre les aspirations de tout le peuple italien que par un système de violence organisée, étouffant toute expression de pensée indépendante. Ce livre rend assez bien compte aussi des raisons (généralement ignorées ici) pour lesquelles un mouvement qui fut aussi proche de la Révolution que le mouvement socialiste italien ait pu échoué et être brisé par l'organisation, sous les auspices du capitalisme et de la grande propriété terrienne, de bandes salariées. — J. M.



LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET VINCENT
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.

ENTRE NOUS

Avec 1933 a commencé la neuvième année de la Révolution Prolétarienne.

Neuf ans! Depuis le 1er janvier 1925, date où nous la lancions avec un pauvre billet de mille francs, notre revue a tenu le coup, malgré les bourrasques et en dépit des haines conjuguées.

C'est, déjà, un résultat.

Mais il ne suffit pas de se maintenir. Il faut regarder en avant de soi. Il faut progresser.

Nous avons administré la preuve qu'une revue ouvrière indépendante pouvait vivre avec le produit de ses abonnements et le concours de ses dévoués « soutiens ».

Il nous faut maintenant démontrer que nous sommes capables de sortir du cercle restreint où notre effort s'est maintenu jusqu'à présent.

* * *

Progresser, c'est-à-dire avant tout augmenter le nombre de nos abonnés.

Une première question s'est posée: 40 francs pour un an, 20 francs pour 6 mois, 10 francs pour 3 mois, c'est cher pour un budget ouvrier. Ne pourrait-on réduire ces prix?

En principe, nous sommes tous d'accord. Mais, dans la pratique, que voyons-nous?

Ceci: grâce à la réduction de ses frais d'impression, la R. P. *boucle maintenant son budget, c'est entendu, et vous le verrez grâce aux bilans que nous publierons dans le prochain numéro.*

Mais, d'une part, la R. P. *a encore des dettes — qu'il faut payer.*

Et, d'autre part, le nombre de ses abonnés est, pour l'heure, en diminution sur 1929 et 1930.

En 1929, nous comptions 1070 abonnés.

En 1930: 1042.

En 1933: moins de 1.000.

Le recensement de nos abonnés, département par département, sera publié ici la quinzaine prochaine: l'on pourra ainsi toucher du doigt la diminution enregistrée.

Eh bien! nous avons considéré que la réduction du prix de l'abonnement serait, à l'heure actuelle, une imprudence.

Non pas que nous la rejetions. Il faudra y arriver si nous voulons nous développer vraiment. Mais deux conditions nous paraissent indispensables:

1° *Amortir encore sensiblemnt, au cours de 1933, notre vieille dette;*

2° *Parvenir à un minimum de 1500 abonnés.*

Atteindre les 1.500 abonnés, tel est notre objectif pour l'année qui commence. Avec 1.500 abonnés, nous pourrions diminuer le prix de l'abonnement, et marcher alors vers les 2.000, vers les 3.000... (car, en vérité, c'est à ces chiffres qu'il nous faudrait penser).

* * *

Nous recauserons de tout ceci dans le numéro du 10 février. Nous étudierons les différents moyens d'atteindre ce premier objectif des 1.500.

Chambelland nous a promis de s'atteler de nouveau à la besogne d'administration et de propagande de la revue; il va s'efforcer de l'accomplir parallèlement à la tenue de la rubrique essentielle de la revue: la Renaissance du Syndicalisme.

RENOUVELEZ ! RENOUVELEZ !

De nombreux abonnements viennent de prendre fin. Les camarades intéressés nous rendraient service en les renouvelant sans tarder: ils nous éviteraient des frais.

PERMANENCE

Indiquons aux amis parisiens que notre permanence est régulièrement tenue chaque jour de 18 à 19 heures, 54, rue du Château-d'Eau.